

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
DIFFICULTÉS DE PREUVE
En matière d'homicide

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

René HÉRIOT

Juge-suppléant au Tribunal civil d'Auxerre
Lauréat de la Faculté de droit de Paris (mention de droit civil au concours de 1901-1902)

Président : M. LE POITTEVIN, professeur
Suffragants : { *MM. GARÇON, professeur*
CAPITANT, chargé de cours

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

DIFFICULTÉS DE PREUVE

En matière d'homicide

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

René HÉRIOT

Juge-suppléant au Tribunal civil d'Auxerre

Lauréat de la Faculté de droit de Paris (mention de droit civil au concours de 1901-1902)



Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { *MM. GARÇON, professeur*
CAPITANT, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES

DIFFICULTÉS DE PREUVE

En matière d'Homicide

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

Chaque époque a son problème qui l'intéresse et qu'elle entend résoudre : il est parfois dicté par un sentiment de l'ordre le plus haut, parfois au contraire posé par une simple exigence mondaine. Mais toujours il s'impose par cette obsession que crée le sujet d'actualité. Il nous semble qu'en ce moment le problème criminel est un de ceux que le public se plairait à voir solutionner. Jamais peut-être aussi ne

fut-il, avec plus de curiosité, envisagé dans ses diverses phases sociales ou judiciaires. Partout, il fait l'objet d'un examen qui est plus ou moins digne de l'attention, mais qui marque cependant l'intérêt que tous y attachent. Il nous a plu de nous joindre à la foule de ceux qui, en présence de sa complexité, cherchent à bien connaître ses obscurités, pour permettre de les mieux éclairer. Nous nous attacherons à observer un des cas les plus troublants et les plus angoissants qu'il présente : celui où il y a mort d'homme.

L'étude de l'homicide sera le sujet de ce travail : nous rechercherons les difficultés spéciales que présente sa preuve et nous examinerons les réformes nouvelles, dont l'admission rendrait l'administration de celle-ci à la fois plus aisée et plus efficace.

CHAPITRE PREMIER

Comment se révèlent les difficultés
de la preuve de l'homicide.
La recrudescence de la criminalité

Dans le contingent ordinaire des crimes et des délits, ceux qui passionnent l'opinion publique, à raison des circonstances de fait ou des personnalités mises en cause, font l'objet de toutes les diligences des autorités compétentes. Aussi, est-il assez rare que des affaires retentissantes ne donnent pas lieu à la découverte et à l'arrestation des coupables. Le public estime alors être bien défendu. Il a satisfaction, et il se rassure. Il murmure cependant en cas d'insuccès.

Et il n'est pas alors de sarcasmes qui ne soient faits sur la pauvre justice, éternellement boiteuse et incapable. C'est là un procédé à coup sûr blâmable. Car, sous le couvert de stigmatiser dans un mépris commun les malfaiteurs trop habiles et les magistrats moins adroits, il n'est point de façon plus certaine pour glorifier les gestes des premiers et préparer

leur règne. Et cependant la foule ne soupçonne point le nombre considérable de crimes sur lesquels son attention n'a pas été appelée et fixée, et qui, classés par les Parquets après de vaines recherches, demeurent définitivement impunis.

Malgré certaines affirmations, la progression criminelle ne semble pas s'accroître aussi gravement que certains ont paru le redouter. Il suffit d'avoir le regret de constater qu'elle se maintient comme par le passé.

Pour 33.000.000 d'habitants que la France comptait en 1835, il y eut 4.300 condamnés devant les Cours d'assises, et 175.210 devant les tribunaux correctionnels. — En 1904, la population étant de 39.0000.00 d'habitants, le chiffre des condamnés d'assises s'abaissait à 2.047 et celui des condamnés correctionnels à 194.563 (chiffre proportionnellement inférieur, par rapport à la population, au total de 1835).

Ces chiffres ne peuvent pas nous donner confiance. Leur comparaison et leur rapprochement ne doivent pas conduire à un optimisme, qui serait injustifié. Le nombre des *condamnés* est moindre qu'autrefois. Mais si les prisons sont moins remplies que jadis, la raison n'en est pas dans un progrès moral. Ce fait est le résultat d'une habileté plus grande, de la part des malfaiteurs, à dépister la justice et à jouir à la fois de la liberté et de l'impunité. Car, si, en 1835, le nombre des crimes et délits

était de 214.153, il s'élevait en 1904 à 504.041. Ainsi, tandis que la population française augmentait à peine de 25 o/o, le nombre des crimes et délits commis sur notre territoire s'accroissait de 140 o/o.

Pour désolante qu'elle soit déjà, cette constatation n'est pas la plus pénible. Le nombre des affaires classées sans suite par les Parquets suit une progression qui, à première vue, peut dérouter l'observateur (1).

En 1835.....	34.645 affaires classées	
1866.....	131.574	—
1876.....	173.960	—
1886.....	227.276	—
1896.....	268.728	—
1901.....	302.359	—
1902.....	305.945	—
1903.....	307.277	—
1904.....	315.368	—
1905.....	321.015	—

Plus de la moitié des affaires, dont les Parquets sont saisis, sont donc actuellement classées. (En 1905, 321.015 sur 546.556.)

(1). Les chiffres cités au cours de ce chapitre sont tirés du « Compte Général de l'Administration de la Justice criminelle pendant l'année 1905, présenté au Président de la République par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice », paru dans le *Journal officiel* du 14 mars 1907.

Il y a là un fait inquiétant, bien capable par sa nature de justifier les alarmes de l'opinion. Mais ce serait toutefois mal interpréter les résultats de la statistique que de voir dans cette progression constante, dans cette augmentation ininterrompue un signe éminemment dangereux. Il en ressort un élément d'appréciation sérieux, mais non pas absolu.

Une première observation s'impose. Les Parquets n'ont pas une méthode uniforme d'enregistrement des affaires. Si bien que, dans ces chiffres, entrent parfois en ligne de compte des faits qui, après enquête, ressortiront des tribunaux de simple police.

D'autre part, les Parquets apprécient aujourd'hui avec plus d'indulgence que jadis certains faits portés à leur connaissance. Il en est de ces faits, certes, prévus et punis par les lois, qui sont classés parce qu'ils sont de gravité médiocre et que, sauf abus, ils peuvent échapper à la répression, sans nuire à la sauvegarde de la société. Il est certain qu'un courant de bienveillance réfléchie s'est répandu. C'est une des plus belles conséquences morales du principe d'indulgence, inscrit nouvellement dans nos lois. « Au lieu de provoquer des contaminations qui resteraient dans l'avenir sans effet pour l'amendement du coupable, les magistrats s'abstiennent de poursuivre des faits, dont la gravité ne leur apparaît pas évidente. » (1).

(1) Rapport de M. Guyot-Dessaigue, Garde des Sceaux, au Président de la République, *Journal officiel*, 14 mars 1907.

La conclusion qui se dégage de ces observations est la suivante : la progression des classements et, par suite, l'échec de la répression ne sont dangereux que s'ils sont dus à de mauvaises pratiques d'investigation ou à l'insuffisance des moyens de recherches. Or, à ce point de vue, la situation est fâcheuse. Car, le chiffre des affaires abandonnées pour ces deux motifs a été de :

96.686 en 1901
97.522 en 1902
101.151 en 1903
105.998 en 1904
107.710 en 1905 (1).

Sans vouloir, en aucune façon, faire œuvre pessimiste, il nous faut enfin signaler la recrudescence, non point peut-être des faits qualifiés crimes par la loi, mais de ce que l'on est accoutumé d'appeler « crimes » dans le public, de ce que la littérature d'assises nomme « les crimes de sang », c'est-à-dire les coups et blessures graves, ou ayant entraîné la mort, les meurtres et les assassinats. Pour les meurtres, nous trouvons 163 accusations en 1901, 274 en 1905 ; soit, 68 o/o d'augmentation. Pour les assassinats, 150 accusations en 1901, 174 en 1905 ; soit

(1). L'administration de la justice criminelle en 1905. (Voir la note de la p. 19.)

une augmentation sensiblement inégale. Mais — et c'est là au point de vue de notre étude le point le plus intéressant, — si nous ajoutons aux affaires portées devant le Jury les affaires abandonnées ou suivies d'ordonnances de non-lieu, nous obtiendrons, pour l'année 1905, un total de 1.075 crimes contre 795 pour l'année 1901.

Pourquoi parmi ces crimes — et au cours de cette thèse, nous prendrons ce mot dans son acception vulgaire, — tant restent-ils impunis ? Quelles sont donc les difficultés réelles que soulève la preuve d'un homicide ? C'est la question que nous nous sommes posée et que nous désirons étudier. Nous voulons rechercher les problèmes multiples que fait naître la seule découverte d'un cadavre. Difficultés d'ordre médical d'abord : quelle est la nature, quelle est la cause réelle de la mort ? Mort accidentelle, suicide ou crime ? Cet homme, que le médecin-légiste va examiner, a-t-il été tué, s'est-il tué ou fut-il la victime d'un hasard malheureux ? Difficultés d'ordre judiciaire ensuite, l'hypothèse du suicide et de l'accident écartée : découverte de l'auteur du crime et établissement à son encontre de la preuve envisagée sous ses trois aspects différents, dans les sources d'où elle résulte, dans son mode de recherches et de manifestation et, enfin, dans sa valeur démonstrative.

DEUXIÈME PARTIE

LES DIFFICULTÉS D'ORDRE MÉDICO-LÉGAL

CHAPITRE PREMIER

L'évolution scientifique de la preuve

« Les difficultés d'ordre médico-légal », un titre semblable, dans une étude de nature juridique, peut sembler ou présomptueux ou déplacé. Nous croyons cependant qu'ici il répond à une nécessité. Certes, nous n'aurons pas le ridicule de paraître connaître la médecine, même un peu : il convient de se garder de parler de choses qu'on ignore. Mais la médecine légale présente, sans contestations possibles, des points de vue qui ressortissent du domaine judiciaire. Il y a, dans cette science, tout un ensemble de connaissances qui ne doivent pas échapper au juriste, et qui, si elles paraissent planer à la fois sur l'un et l'autre états, appartiennent moins cependant à la méde-

cine qu'au droit. La médecine légale n'est pas, en effet, seulement le fruit des résultats acquis en physiologie et en clinique, par une expérimentation ou une technique spéciales. Elle est vivifiée aussi par la mise en œuvre des matériaux fournis par la statistique, l'anthropologie et la sociologie. Et il importe en conséquence que les pratiques judiciaires s'adaptent à la fois à l'évolution des systèmes criminels et aussi à ce rapprochement de deux sciences, jadis éloignées l'une de l'autre et parfois même rivales. Les magistrats pouvaient ignorer autrefois les notions les plus simples de médecine légale proprement dite et de médecine mentale : les méconnaître aujourd'hui serait plus qu'une faute.

Qu'eussent-ils fait, d'ailleurs, — il est vrai — de ces connaissances dans les diverses périodes qu'a connues l'administration de la preuve ? De quelle utilité pour eux eût été ce savoir dans la phase ethnique, où les preuves étaient abandonnées à l'empirisme des impressions personnelles ; dans la phase religieuse et mythologique, où les sentences étaient rendues au nom des dieux (1) ; dans la phase légale, où l'aveu était la reine des preuves et « la question » le meilleur moyen pour l'obtenir ? Et, suivant nous, pas de place encore pour les idées que nous prônons

(1). L'ordalie — l'expertise divino-légale du passé, comme l'a appelée Tarde — se retrouve chez tous les peuples.

dans le système sentimental, qui est venu réagir contre les rigueurs de la précédente période. Car si, à cette époque, le juge ne relève que de sa conscience, il est soumis encore à une autre superstition : la foi optimiste à l'infailibilité de la raison individuelle (1).

Tous ces systèmes manquaient de base rationnelle. A une époque, qui aime se dire scientifique, il fallait une preuve méthodique, basée sur des données expérimentales. Nous la trouvons dans l'expertise. Pas d'affaire criminelle où n'intervienne un expert ; pas un homicide qui ne nécessite l'examen d'un expert médico-légal. Et alors, il est de nécessité absolue que le magistrat sache poser avec précision les questions auxquelles l'expert aura à répondre en justice, et puisse délimiter avec netteté le terrain sur lequel se meut l'entente médico-légale. Il faut être à même de ne pas ignorer ce que le juge peut attendre de son précieux auxiliaire et ne pas demander à celui-ci des éclaircissements qui ne sont ni de sa compétence doctrinale, ni de son rôle d'expert.

Brouardel, parlant du livre de Tardieu, écrivait : « L'idée inspiratrice de son traité n'est pas uniquement celle d'un savant ; elle est, avant tout, celle d'un médecin-légiste, qui expose et raisonne dans son

(1) Pour l'évolution historique de la preuve, voir Garraud : *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, 1907, t. 1, ch. 1.

livre avec la vision constante de la Cour d'assises. Les divisions qu'il a établies n'ont pas seulement pour base des considérations d'ordre scientifique, mais l'ensemble des conditions dont l'expert doit tenir compte au moment de formuler ses conclusions (1) ». Reprenant l'idée et même les termes de cette formule nous pourrions dire que, pour nous, la médecine légale comprendra l'ensemble des conditions dont le magistrat doit tenir compte au moment de formuler ses questions à l'expert.

Si, par un hasard, que nous saurons limiter, quelques mots de médecine venaient à se glisser dans notre exposé, ils seraient ou copiés littéralement sur des auteurs cités, ou dictés par la bienveillance de M. le professeur Thoinot, qui a bien voulu nous guider dans cette partie de notre tâche et à qui nous sommes heureux de rendre un hommage respectueux de notre gratitude.

(1) Brouardel : *La Pendaison, la Strangulation, la Suffocation, la Submersion*. Paris, 1897. Préface, p. V.

CHAPITRE II

Les étapes de la médecine légale Experts et expertises

Il nous faudra si souvent écrire ces deux mots « médecine légale », que nous avons voulu rechercher et retracer brièvement son histoire. Son origine laisse place à toutes les suppositions. Et le plus simple est encore de croire, avec le docteur Ch. Binet (1), à un début dû à un fait de curiosité. Le premier homme qui rencontra sur sa route le cadavre ensanglanté d'un de ses semblables dut chercher la source du sang et regarder ses blessures. Pourquoi ne pas voir là le premier symptôme de l'examen rationnel des cadavres ?

Vaut-il mieux en remettre l'honneur aux druides qui, réunissant sur leurs têtes la triple qualité de législateurs, de juges et de médecins, auraient appliqué

(1) Docteur C. Binet. *Documents de criminologie et de médecine légale. Histoire de l'examen médico-judiciaire des cadavres en France.*

à la recherche de l'homicide leurs connaissances médicales, affirmées par Pline et par César ? A cette lointaine époque, l'examen se réduisait à une exposition publique des corps. Ce fut le cas pour Germanicus, sous Tibère, et pour César, dont les blessures ne furent regardées par le médecin Autistius qu'à titre de citoyen romain (1).

L'intérêt particulier étant le guide unique des Germains, un arrêt dans le développement de la médecine légale se fût compris chez eux. Et cependant l'usage du *vehrgeld* eut comme résultat nécessaire d'attirer l'attention sur les caractères des blessures (2).

Après l'invasion des barbares, sous l'influence gallo-romaine, la médecine fut abandonnée aux prêtres et réduite à un empirisme aveugle. Nous devons toutefois signaler alors un mode d'instruction, qui devait longtemps prévaloir et auquel il est permis de faire remonter l'origine de ces confrontations théâtrales, si chères encore à certains magistrats instructeurs, entre l'assassin présumé et le cadavre de la victime : l'épreuve de la cruentation des cadavres (3).

(1) Eusèbe de Salles. *Trait de Médecine légale*.

(2) Voir notamment à ce propos la *lex Alamannorum*.

(3) On ne sait à quelle époque précise cette coutumes'introduisit dans la législation criminelle, mais elle fut admise comme preuve pendant le xvi^e siècle et la moitié du xvii^e, et admise

Les premiers experts apparaissent à la fin du x^e siècle, et l'usage des visites médicales au sujet de constatations judiciaires se trouve confirmé dans le *Grand Coustumier du pays et duché de Normandie* (1), dans la *Coutume du Maine* (2), dans la *Coutume d'Anjou* et, un peu plus tard, dans les *Assises*

non seulement par les théologiens qui s'appuyaient particulièrement sur ce texte de l'*Apocalypse* : « *Usquequo, Domine, non vindicas sanguinem nostram de interfecto-ribus nostris, qui habitant in terris.* » (*Apoc.*, VI, 9), mais par des philosophes, des jurisconsultes et des médecins. Cette épreuve reposait sur cette vérité, courante alors, que les plaies d'une personne assassinée, se rouvraient et laissaient suinter ou jaillir du sang, quand le meurtrier était mis en présence de sa victime. Le cadavre est apporté sur une place publique ; on l'expose, nu, sur le dos, la face tournée vers le ciel. Les juges, assistés d'un greffier et de quelques témoins respectables, l'entourent. Le prévenu est amené et on lui ordonne de regarder fixement le mort et de l'appeler par son nom à plusieurs reprises, puis de faire un certain nombre de fois le tour du cadavre et de passer par-dessus lui sans le toucher. On lui fait enfin poser doucement les mains sur les plaies. Et cinq ou six personnes, certainement innocentes, font les mêmes manœuvres. Si la cruentation apparaît, les juges dressent leur procès-verbal : l'accusé a contre lui le témoignage du mort (voir Libavius : *De cruentatione cadaverum*).

(1) « De léaux hommes ou de preudes femmes procédaient à diverses sortes de veues : veue d'homme en langueur, veue de méfaicts, veue d'homme occis et veue de femme despuclée. »

(2) Art 462 de la *Coutume du Maine*. On exige pour les visites « prudes gens non suspects, avec jurés savans et connoisseurs en telles choses. »

et bons usages du Royaume de Jérusalem, édit de Godefroy de Bouillon, rédigé vers le XI^e siècle.

Même après la fondation, en 1206, de l'Université de Paris, qui comprend une Faculté de médecine, la preuve suprême restait toujours l'aveu, obtenu par la question préparatoire. Il n'est pas sans intérêt peut-être de signaler qu'à l'époque même où la France rétablissait la torture, il paraissait en Chine un véritable traité de médecine légale, où étaient étudiés les blessures, le suicide, l'asphyxie, la strangulation, la pendaison, la submersion et les empoisonnements, le *Si-Yuen-Lu* (1).

Au XIV^e siècle enfin, l'exercice officiel de la médecine judiciaire paraît établi.

M. Desmaze (2) signale une expertise pratiquée le 31 juillet 1332 par maistre Henri Tristan (3). Mais le rapport de celui-ci n'est pas cité. Nous possédons par contre, et c'est le plus ancien exemplaire connu

(1) Masson. *Essai sur l'histoire et le développement de la médecine légale*.

(2) Ch. Desmaze. *Histoire de la médecine légale en France*. Paris, 1880.

(3) M. Desmaze signale, page 11, que déjà « le 31 juillet 1332, maistre Henri Tristan, chirurgien institué et député en lieu de mestre de Vailli, le mire juré, constate le péril, hors de mort et de méhaing, de Ponce de Cauderon, navré d'une plaie en la teste. Le même Tristan fait semblable rapport sur la plaie faite à la tête de Jehanne la Meresse par Guy Boin, clerc du Roi ».

de ce genre, celui qu'il a établi à l'occasion de la mort de Jehannin de Troies. « Maistre Henri Tristan, chirurgien institué et député en lieu de mestre de Vailli, le mire juré, déclare avoir vu, visité, tasté le corps de Jehannin de Troies, mort sans casseure, froisseure, blesseure et sans aucun coup, mais enlevé par la maladie aportée au servel, qui est appelée, en l'art de la chirurgie et de médecine, apopleisie, et laquelle s'est espurgée par les narines, oreilles et bouche, puis la mort, le 25 août 1332, le mardi après la Saint-Barthélemy, apostre. » Expertise peut-être incomplète, mais qui marque cependant un progrès véritable, surtout si l'on songe que, à cette époque, l'Eglise interdisait l'ouverture des cadavres, et que si, en 1315, Mondinus de Luzzi dissèque publiquement à l'amphithéâtre de Bologne, permission semblable ne fut accordée en France qu'en 1374 à la Faculté de Montpellier d'abord, puis à la Faculté de Paris. Mais la dissection ne devait réellement être pratiquée qu'au xvii^e siècle. Car le xvi^e siècle fut exclusivement le siècle de la démonomanie et de la sorcellerie, pratiques éminemment contraires à notre science.

En 1575, Ambroise Paré fait paraître son *Livre des Rapports*. C'est à vrai dire le premier monument scientifique de la médecine légale (1).

(1) Dans cette période, il convient de citer l'ordonnance

L'impulsion donnée ne devait plus se ralentir, ni au xviii^e siècle (1), ni au xix^e siècle. Progrès de la science médicale, intervention des rois, courant emportant les esprits vers les sciences exactes, tout, sauf l'arrêt brusque de 1792 et les heures tragiques des tribunaux révolutionnaires, devait préparer la rédaction de l'article 42 du Code d'instruction criminelle et de l'article 27 de la loi du 19 ventôse an XI.

A partir de cette date, la médecine légale, dont les origines, comme nous venons de le rappeler, sont lointaines, qui n'est pas une science d'aujourd'hui, comme il est trop habituel de le répéter, est arrivée à l'heure des développements et des progrès, parce qu'elle a une méthode, un enseignement et ses apôtres. S'il n'est point vrai qu'elle soit seulement une manifestation de l'esprit de notre époque, il est certain qu'elle ne fut jamais mieux inspirée et plus à l'abri des reproches et des critiques.

Des erreurs, nombreuses peut-être, ont pu lui être imputées ; des fautes ont pu être commises par ses représentants, même les plus autorisés. Elles s'excusent en une matière aussi délicate. Si savant qu'il

que François I^{er} rendit pour la Bretagne et qui est rapportée par Desmaze, *op. cit.*, p. 44.

(1) Voir notamment l'Edit de mai 1603 de Henri IV, si parfait que beaucoup de réformateurs s'en inspirent encore aujourd'hui.

soit, en effet, un savant ne peut savoir que tout ce qui se sait à son époque. Il s'en rend compte et, devant la justice, il emploie volontiers cette formule de haute modestie : « Dans l'état actuel de la science, je crois pouvoir affirmer telle ou telle chose ». Mais, de cette réserve philosophique, nul ne tient compte. L'esprit ne se résout pas à considérer comme relatif le savoir d'un Claude Bernard ou d'un Berthelot. Parce que leur érudition atteint les extrêmes limites du connu, l'irréflexion de la masse la tient pour absolue, oublieuse « de l'éternel voyage de la science. »

Des progrès restent à faire : nul ne le conteste. Mais il suffit de réaliser des réformes utiles — nous aurons l'occasion d'en indiquer quelques-unes dans ces pages, — de ne point avoir la dérision de jeter le discrédit sur des livres de grand savoir et sur des hommes de parfaite loyauté, pour que l'heureux élan de ces dernières années ne soit pas arrêté et que la médecine légale ait droit à la place qu'elle mérite dans le monde judiciaire. Tous en profiteront ; car, la consulter et y croire sont encore les moyens les meilleurs qu'aient bien souvent les magistrats de se tromper le moins.

CHAPITRE III

Quelques réformes utiles en matière d'expertises médico-légales

Les experts se trouvent facilement dans les grandes villes. Et — répétons-le — la science de ceux-ci représente la somme des connaissances actuellement acquises. Mais, parfois, la justice a à son service des hommes dont le bon vouloir est grand, mais dont le savoir est moindre.

Le choix des médecins légistes est régi par la loi du 2 novembre 1892. Cette législation n'exige peut-être pas d'eux des garanties suffisantes. Car la partie médico-légale est un peu sacrifiée à l'école, et une préparation trop hâtive à la gravité de leur tâche peut être regrettable. Aussi, sommes-nous heureux de voir les cours de l'Institut médico-légal de Paris (1) suivis, chaque année, par un nombre plus grand d'étudiants. Le 22 juin 1903, une décision ministérielle

(1) Un Institut médico-légal existe également à Lille depuis l'année dernière.

approuvait une délibération de la Faculté de Médecine de Paris en date du 2 avril 1903 et une délibération du Conseil de l'Université de Paris en date du 25 mai 1903. Elle instituait le diplôme universitaire de médecine-légale et de psychiâtrie. La possession de ce diplôme doit faciliter aux docteurs en médecine leur nomination comme médecins-légistes : elle devrait la leur garantir.

Est-il besoin d'ajouter que l'expertise criminelle contradictoire (1) nous apparaît comme le corollaire naturel et inévitable de la loi du 8 décembre 1897 ? La proposition de loi de M. Cruppi, en posant le principe, a d'ailleurs été adoptée par la Chambre des députés dans la séance du 30 juin 1899. Elle n'a pas encore été, depuis cette date, discutée au Sénat. L'expertise contradictoire paraît actuellement jouir de la faveur des parlementaires. Il serait heureux qu'il s'en trouvât un pour la proposer et la faire adopter dans la matière où son utilité est le moins contestable. Tandis, en effet, que la partie la plus simple de l'instruction a le bénéfice de la contradiction, celle qui est la plus délicate, la plus périlleuse, reste livrée à la décision, pour ainsi dire sans contrôle, d'experts, dont l'honorabilité, certes, n'a jamais été mise en doute, pas plus que celle des magistrats, à qui l'on a juxtaposé un avocat, mais

(1) L'ordonnance de 1670 établissait la contre-expertise ! (voir Muyart de Vouglans. *Inst.*, p. 226).

qui, cependant, et malgré tout, peuvent se trouver comme suggestionnés, ou bien par des théories personnelles soutenues antérieurement, ou bien par quelque fait de l'information porté à leur connaissance, quoique insuffisamment établi, ou soumis encore à l'une quelconque des causes d'erreur si nombreuses et si variables que l'énumération ne saurait en être complète et qu'une grande et incessante pratique, jointe à de profondes connaissances, peut seule permettre d'éviter.

Education professionnelle obligatoire pour les médecins légistes, et expertises contradictoires affirmeront la confiance accordée aux experts par suite de l'induction que nous puisons seulement encore dans les lois de la nature morale. Ces deux réformes nous paraissent nécessaires : elles seront suffisantes.

On a proposé de suivre en France le système russe ou le système allemand pour éviter les contradictions possibles ou les erreurs toujours redoutées. En Allemagne, dans chaque province, il existe un conseil médical, composé d'un chimiste et de plusieurs médecins, qui est appelé à donner son avis sur les rapports médico-légaux ou chimico-légaux remis à la justice, dans le cas où le rapport est contesté, soit par l'inculpé, soit par le ministère public. Au-dessus de ce tribunal scientifique se trouve, à Berlin, une juridiction d'un degré supérieur, connue sous le nom de « députation scientifique », qui se compose

d'un magistrat comme directeur, de deux médecins et d'un chimiste.

En Russie, système analogue ; mais il existe un troisième degré de juridiction qui siège au ministère de l'Intérieur et constitue une sorte de Cour suprême médico-légale.

Ces organisations sont peut-être un peu compliquées, et l'observation des principes qu'elles comportent serait de nature à retarder la marche des enquêtes.

Il nous est agréable de citer à la fin de ce chapitre les aphorismes que le professeur Lacassagne a énoncés dans la préface de son *Précis de Médecine légale* (1). Ils résument, avec un rare bonheur de concision et de clarté, la méthode et l'esprit auxquels doit obéir le médecin-légiste :

I. — Il faut apprendre à douter.

II. — Les cas, en apparence les plus simples, peuvent être les plus compliqués.

III. — Regarder avec attention et, ce que l'on regarde, le bien voir.

IV. — Eviter les théories hâtives et se méfier des écarts de l'imagination.

V. — Ne jamais faire d'hypothèses compliquées.

VI. — Procéder avec ordre et méthode, d'après un plan préalable. Une autopsie mal faite ne se recommande pas.

(1) Lacassagne. *Précis de Médecine légale*. Paris, 1906.

CHAPITRE IV

Nécessité de faire pratiquer l'autopsie en cas de mort suspecte

Nous savons ce qu'est la médecine légale et ce que sont les experts. Nous allons envisager les circonstances dans lesquelles la justice devra faire appel au concours de ces derniers. Pour faciliter notre travail, nous nous placerons uniquement au point de vue de l'information. Nous supposerons un juge d'instruction saisi contre X... (suivant la formule consacrée), à l'occasion d'une mort paraissant être suspecte. A quelles difficultés va-t-il se trouver aux prises ?

Nous laisserons de côté toute la matière des avortements, des infanticides et des empoisonnements, qui nécessiterait les développements les plus étendus et qui offre peut-être des obscurités plus grandes et plus délicates encore.

Un groupement méthodique nous paraît impossible. Et, suivant un plan fort simple — celui d'ailleurs de tous les auteurs de médecine légale, — nous prendrons successivement les différents cas de mort

violente. Et, pour chacun, nous examinerons le travail qui doit être fait de concert entre le représentant de la loi et l'expert, les questions que le premier doit poser et les réponses que le second doit fournir.

Le premier-soin du magistrat, avisé d'une mort suspecte, est d'ordonner l'autopsie. Il ne devra jamais se contenter du certificat délivré par le médecin appelé auprès du défunt par la famille, ou par le médecin, dit de l'état-civil. Car, en réalité, nulle part en France, on ne procède à la vérification des décès. Dans les villes, le plus souvent, le médecin signe le certificat de décès, sans daigner faire une dernière visite à son client ; dans les campagnes, il suffit que deux témoins se présentent à la mairie et déclarent qu'un tel est mort pour qu'aussitôt ce dernier soit traité comme un cadavre ; dans les hôpitaux enfin, c'est souvent sur la simple affirmation d'un infirmier qu'un malade est réputé décédé et transporté presque immédiatement au dépôt mortuaire. « Il faut en plus avoir pratiqué beaucoup d'autopsies pour comprendre le scepticisme avec lequel il faut accueillir les certificats de levée de corps faits par des médecins peu versés dans la pratique médico-légale. Les morts subites sont uniformément étiquetées d'hémorragie cérébrale, congestion pulmonaire ou rupture d'anévrisme. Un corps retiré de l'eau ? Suicide par submersion. La mort

par pendaison est déclarée certaine, quand il s'agit d'un cadavre trouvé suspendu par un lien autour du cou... C'est faire de la seule présomption une certitude bien peu scientifique. Il est évident que cette méthode simpliste de constatation est fort éloignée de la réalité des faits (1). »

L'autopsie seule peut révéler la cause de la mort. Le juge la fera pratiquer, malgré les protestations de la famille.

Bien souvent, en effet, il se heurtera à une vive résistance des parents du décédé, à des supplications déchirantes.

Nous comprenons fort bien les sentiments qui dictent cette conduite. Mais le respect des passions même les plus nobles doit disparaître devant le souci plus impérieux encore de la vérité. Or, dans toutes les affaires criminelles, l'autopsie n'est pas seulement utile : elle est indispensable.

Elle est nécessaire à la défense comme à l'accusation. Elle seule permet, en effet, d'établir la vérité de façon indiscutable ; et souvent même, elle vient au secours de l'accusé en mettant en pleine lumière des faits ignorés par l'enquête judiciaire. Un homme, par exemple, légèrement atteint par un projectile succombe instantanément. A-t-il été tué ? Non, car

(1) *Revue de Médecine légale et de Jurisprudence médicale*, année 1906, p. 270.

l'autopsie démontre que c'était un cardiaque, qui est mort à la suite de l'émotion ressentie.

Autre cas : un accusé se défend avec énergie d'avoir voulu tuer ; il a, soutient-il, tiré en l'air pour effrayer.

L'autopsie démontre que le coup ou les balles ont une direction contraire, et le système de défense ne peut plus être victorieusement soutenu.

Par conséquent, l'autopsie est inévitable, toutes les fois où l'on veut connaître formellement la vérité.

CHAPITRE V

La pendaison

Comme nous l'avons indiqué au cours du chapitre précédent, nous allons examiner maintenant les difficultés particulières à chaque genre de mort violente. Nous étudierons d'abord la pendaison.

La définition la plus généralement adoptée est celle de Tardieu (1) : « La pendaison est un acte de violence dans lequel le corps, pris par le cou dans un lien attaché à un point fixe et abandonné à son propre poids, exerce sur le lien suspenseur une traction assez forte pour amener brusquement la perte du sentiment, l'arrêt des fonctions respiratoires et la mort ».

Il est possible de faire rentrer dans six éventualités judiciaires les expertises cadavériques en matière de pendaison.

1° *La mort provient d'une pendaison simple, de*

(1) Tardieu, *Etude médico-légale sur la Pendaison, la Strangulation et la Suffocation*, 2^e édition. Paris, 1879.

cause accidentelle. — Les cas sont très rares, et n'ont guère eu comme victimes que de très jeunes enfants. On cite l'exemple d'une petite fille qui, voyant son frère faire de la gymnastique, voulut l'imiter et eut le cou pris dans une corde formant un neud coulant.

2° *La mort provient d'une pendaison simple, de cause suicide.* — La fréquence des suicides par pendaison est considérable. Sur 3.500 suicides annuels, il s'agit 45 fois sur 100 de pendaison. C'est le procédé le plus répandu à la campagne. Il est d'un usage facile et peu coûteux ; et là est la seule raison de son choix.

La légende a été reconnue fausse qui prétendait que ce genre de suicide procurait une volupté particulière ; aussi, le Club des Pendus qui, à raison de cette sensation d'ordre tout spécial, s'était constitué à Londres, a-t-il aujourd'hui disparu.

Il est intéressant de noter qu'il y a de véritables contagions de pendaison : elles ont été signalées de tout temps.

Plutarque cite le cas des jeunes filles de Milet, dont il conte l'aventure dans ses *Œuvres morales* (1),

(1) Plutarque, *Œuvres morales*, ch. XV : « Il leur prenait à toutes une furieuse envie de mourir et un furieux appétit de s'aller pendre ; et il y en eut plusieurs qui se pendirent et s'étranglèrent. L'édit que s'il advenait qu'il s'en pendît aucune, elle serait portée nue à la vue de tous, arrêta la fureur de ces filles. »

et l'histoire de *La Guérite des Invalides*, bien souvent redite, est également exacte. Au surplus, très fréquemment encore, de semblables épidémies sont signalées dans les journaux (1).

3° *La mort provient d'un suicide dans lequel la pendaison a été précédée ou plus rarement suivie d'une ou plusieurs tentatives de suicide réalisées par d'autres moyens.* — Ce sont, comme nous le signalons dans les questions médico-légales à poser à l'expert, les cas les plus dangereux et les plus déroutants pour la justice. Le corps porte, en effet, dans cette hypothèse, des traces de violences qui font naître l'idée d'un crime. Or, l'emploi successif de divers modes de suicide est fréquent. M. Lorain a fait l'autopsie d'un pendu qui, avant de recourir à cette fin, s'était porté soixante coups de couteau ; M. Lacassagne, celle d'un homme qui se pendit, après s'être tiré, sans succès, six coups de revolver. Je rapporte les deux cas symptomatiques suivants, que j'ai trouvés dans les *Archives de l'anthropologie criminelle* (2). — Un homme se donne un coup de couteau peu important et remet celui-ci ensanglanté dans sa poche. Il saisit ensuite une hachette, avec laquelle il se frappe à la tête à neuf reprises, enta-

(1) Par exemple, dans *Le Matin*, du 12 avril 1907.

(2) *Archives de l'Anthropologie criminelle*, année 1894, p. 283. Diagnostic différentiel de l'assassinat et du suicide, dans les suicides par procédés multiples.

mant les os du crâne et produisant une vaste plaie osseuse de 15 centimètres de long sur 6 de large. Il se fait alors un pansement sommaire avec son mouchoir de poche et va prendre une échelle à laquelle il se pend (Expertise du docteur Riebault, de Saint-Etienne) (1). — Au moyen d'un bistouri et de deux couteaux successivement choisis, un vieillard se fait au cou une plaie irrégulière dans laquelle on reconnaît au moins cinq incisions. La mort ne survenant pas, il va chercher dans un tiroir une ficelle grâce à laquelle il va se pendre (Expertise des docteurs Schœnfeld et Hanoteau, de Bruxelles).

En présence de ces exemples, une conclusion s'impose : « Les marques de violences chez les pendus ne doivent pas toujours être regardées comme fournissant des preuves non équivoques d'assassinat ».

4° *La mort provient d'une pendaison accomplie par une main étrangère.* — L'homicide actif par pendaison est rare. Il est physiquement impossible de pendre quelqu'un contre sa volonté, si les forces sont égales. Ainsi, malgré une préparation savante de leur projet, Eyraud et Gabrielle Bompard ne purent pendre Gouffé. A forces inégales, au contraire, le crime devient possible : un tailleur de Vienne, d'après Hoffmann, pendit successivement ses cinq

(1) Alfred Riebault. *Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale*, 2^e série, t. xxvii, pp. 164-174.

enfants, dont le plus jeune avait un an et le plus âgé neuf ans.

Quelquefois le meurtrier réussit, parce qu'il agit par surprise : c'est le cas de ce rebouteur rouennais à qui ses exploits ont valu le fameux surnom de « médecin à la corde » (1).

5° *La mort est le résultat d'un crime accompli par des moyens étrangers à la pendaison ; le corps n'a été pendu que pendant l'agonie ou après la mort.* —

Les assassins ont fort souvent recours à cette pratique. La fausse pendaison criminelle est fréquente. Le suicide est simulé et la mise en scène est truquée pour dérouter les soupçons. Le moyen réussit presque toujours ; la preuve du crime ne fut jamais due qu'à une circonstance accessoire et toute fortuite. Il suffit, pour le meurtrier, de savoir éviter les invraisemblances (2).

6° Nous citerons, seulement pour être complet,

(1) Un rebouteur avise un jour à la correctionnelle de Rouen un vieillard qui boitait. Il lui promet de le guérir s'il veut venir le voir chez lui, en ayant soin seulement de se munir d'un clou et d'une corde. Le vieillard, par la suite, réfléchit à cette singulière proposition et avertit la police.

L'enquête établissait que le rebouteur avait ainsi pendu cinq ou six personnes, du suicide desquelles tout le monde avait été persuadé jusque-là.

(2) Brouardel, *op. cit.*, p. 117.

Dr Lafargue, « Deux cas de mort criminelle », dans les *Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale*, 1885, t. xii, p. 455.

cette hypothèse, dont nous n'avons rencontré aucun exemple : *la mort provient d'une pendaison criminelle ; mais le cadavre a été dépendu pour simuler un autre genre de mort.*

Le médecin-expert, désigné par la justice, aura à faire rentrer dans l'une de ces six catégories le cas qui lui est soumis. Mais, comme il agit seulement sur commission, et que, régulièrement, il doit s'en tenir aux termes stricts de son mandat, il importe de rechercher les questions que doit poser le magistrat. Il est de toute évidence que nous nous plaçons ici à un point de vue très général. Le questionnaire ne peut donc pas être immuable ; il variera avec les cas particuliers qui s'offriront. Telle demande, toute spéciale, devra être faite à l'occasion d'un point relevé lors des premières constatations ou au cours de l'enquête.

Avec le docteur Bathazard (1), nous proposons de poser toujours les questions suivantes :

1° *L'expert peut-il affirmer que l'individu était encore vivant au moment de la pendaison ?*

Pour baser sa conclusion, le praticien aura des signes médicaux (que nous n'avons pas à connaître) tirés de l'examen du cadavre et de l'autopsie. Malheureusement les lésions qui permettent d'affirmer sans doute possible que l'individu a été pendu

(1) Voir Bathazard. *Précis de Médecine légale*. Paris, 1906.

ou s'est pendu vivant, sont inconstantes et peuvent faire défaut entièrement, sans qu'il soit permis toutefois pour cela de conclure que l'individu avait cessé de vivre lors de la pendaison. L'expert devra donc s'appuyer en outre sur des remarques, moins scientifiques peut-être, mais probantes encore, et qui ne devront pas non plus échapper à l'officier de police judiciaire chargé de faire les premières constatations. Les érosions, les égratignures de la face dorsale des mains, les ecchymoses prétibiales, si elles ont pu, grâce à l'état des lieux, se produire contre un mur voisin, contre une chaise toute proche, permettent d'affirmer que le pendu a eu des convulsions, qu'il était par suite encore vivant. Ce sont là des remarques capitales que le médecin doit faire évidemment, mais que le magistrat, lui aussi, doit noter avec soin sur ce procès-verbal de constat, dont nous aurons plus loin l'occasion de parler.

2° *L'expert précisera le moment de la mort et, s'il est possible, le temps pendant lequel a duré la suspension.*

Le praticien n'aura ici à sa disposition que des éléments purement médicaux. Nous devons nous contenter d'une simple observation. Il est d'usage de demander à l'expert de s'appuyer sur l'état de la digestion pour répondre à la première partie de la question ainsi posée. On est, en effet, généralement persuadé que les matières retrouvées dans l'estomac

doivent indiquer le nombre de jours ou d'heures écoulés depuis la mort. Il n'y a là, paraît-il, qu'une indication manquant de précision et ne pouvant pas être regardée comme sérieuse.

3° *L'expert dira s'il y a eu suicide, homicide ou accident :*

C'est la question-type, que nous retrouverons à la fin de toutes les commissions. Elle est de beaucoup la plus importante, et toutes les autres ne sont en définitive posées que pour préparer la réponse à apporter à celle-ci. Mais il sera parfois impossible pour le médecin, en l'état actuel de la science, de formuler une conclusion aussi nette et aussi précise que la demande.

En matière de pendaison, deux cas peuvent se présenter : ou bien l'expert a trouvé des lésions permettant d'affirmer que la suspension a eu lieu pendant la vie, et il faut rechercher si la pendaison fut volontaire ou criminelle ; ou bien, au contraire, aucune lésion n'existe, capable de déceler qu'elle a été effectuée sur un individu vivant.

Dans le second cas, la réponse sera toujours incertaine. L'expert s'efforcera seulement de déterminer la cause de la mort, tout en n'oubliant pas que celle-ci peut provenir d'une pendaison, qui n'aurait entraîné ou laissé subsister aucune lésion spéciale.

Dans le premier cas, le médecin commis recherchera si les lésions existantes n'ont pu être produites

par une tentative d'assassinat ou par un assassinat consommé, l'un ou l'autre antérieur à la pendaison. Mais il aura le devoir de songer que ces blessures extérieures peuvent provenir, comme nous l'avons expliqué, d'un suicide à procédés multiples, ou encore peuvent s'être produites au cours des convulsions.

Les autres constatations, à notre avis, n'incombent pas au médecin-légiste. Briand et Chaudé, et Tourdes donnaient cependant à leurs confrères le conseil de faire la description minutieuse des lieux où ils étaient appelés à expertiser. Les médecins légistes préfèrent ne point se ranger à leur opinion, parce qu'il leur a été donné de constater que, en général, tout a été modifié avant leur arrivée. Et ils ont soin en tout cas, si la commission leur donne mission expresse de faire ces constatations, d'insérer dans leur rapport la réserve : « A notre arrivée, nous avons trouvé... » Pour nous, l'officier judiciaire est là à ces fins. C'est lui qui doit rechercher si des faits matériels d'abord ne rendent pas vraisemblable l'hypothèse du crime. Par exemple, l'individu est trouvé pendu, les pieds à 25 centimètres du sol, alors que près de lui il n'y a ni chaise, ni tabouret ; ou encore une lettre d'adieu est trouvée, dont le style et l'écriture ne correspondent pas à la culture intellectuelle du défunt. Ce sont là des arguments que n'a pas à invoquer le médecin-légiste.

Devergie voulait que l'expert fit état dans son rapport, en faveur ou à l'encontre de l'hypothèse du crime, des circonstances morales de la mort. Il n'est plus suivi aujourd'hui. Et à bon droit : le magistrat seul doit chercher à se faire une conviction fondée sur l'ensemble des renseignements recueillis par l'enquête.

CHAPITRE VI

La strangulation

« La strangulation, a écrit Tardieu, est un acte de violence qui consiste en une constriction exercée directement soit autour, soit au-devant du cou, et ayant pour effet, en s'opposant au passage de l'air, de suspendre brusquement la respiration et la vie. »

Elle s'exerce avec une corde ou avec la main.

1^o *Strangulation à l'aide d'un lien.* — Jusqu'au début du XIX^e siècle les auteurs estimaient impossible le suicide par strangulation avec lien : il était regardé comme trop douloureux et trop difficile dans son exécution. On ne pouvait admettre qu'un individu eût la force physique et la volonté suffisantes pour nouer assez vigoureusement un lien autour du cou, au point de déterminer l'asphyxie.

La mort du général Pichegru (1), après une polé-

(1) Chaussier. *Recueil des pièces authentiques relatives au suicide de l'ex général Pichegru*. Paris (brochure parue en 1824).

Brouardel. *La strangulation, op. cit.*, p. 228.

mique des plus vives entre les médecins les plus réputés de l'époque, les rapports de Chaussier (1), puis les articles de Jacquier (de Troyes), parus en 1831, affirmèrent le manque d'exactitude de cette conception. Les travaux de Tardieu et de Tourdes devaient rétablir la vérité. L'auto-strangulation à l'aide d'un lien est possible. Mais, si cette affirmation, indiscutée aujourd'hui, est des plus importantes, il n'en faut pas moins tenir pour certain que, en France particulièrement, le fait est excessivement rare (2). L'auto-strangulation ne peut être considérée que comme un moyen exceptionnel et anormal. Elle s'accompagne au surplus presque toujours de circonstances singulières (3).

(1) Chaussier. *Recueil de mémoires, consultations et rapports sur divers objets de médecine légale*. Paris, 1824.

(2) L'auto-strangulation est, au contraire, répandue en Italie (particulièrement observée chez les prisonniers par Marselli) et en Espagne, où la strangulation est le mode de supplice légal.

(3) Le 14 janvier 1907, le Dr Dufour signalait un cas des plus intéressants à la Société de Médecine légale. (*Bulletin de médecine légale*, 1907, t. IV, p. 23.) Jeanne C..., habitant Marseille, avait eu des discussions avec sa mère au sujet d'un projet de mariage. En présence de l'opposition de sa mère, elle a fait part à ses camarades d'atelier de ses projets de suicide. Le 15 mai 1906, Jeanne C..., à la suite d'une discussion plus vive, tente d'enjamber la fenêtre de l'appartement. Elle est retenue et sa mère l'enferme dans une petite chambre. Un de ses frères reste dans la cuisine attendant à la chambre. A midi, il pénètre dans cette pièce et voit sa sœur étendue

La strangulation peut être accidentelle. Les cas de ce genre observés sont des plus rares.

Si bien que, presque toujours, la strangulation par lien est un procédé homicide. Le médecin-légiste, mis en présence du corps d'un individu strangulé à l'aide d'un lien, doit songer de prime abord à un crime. « La constatation de ce genre de mort constitue déjà une présomption d'homicide » (Tardieu). Son emploi, d'ailleurs, n'est pas commun. Il est difficile de sauter à la gorge de quelqu'un et de l'étrangler avec une corde. On peut admettre qu'un individu adulte, possédant une force de résistance normale, attaqué de face, ne peut être étranglé. Aussi, la pratique criminelle de la strangulation est-elle un procédé de surprise. Et habituellement alors les victimes sont des filles publiques et des pédérastes. Il existe cependant une de ses variétés très répandue et fort en honneur dans le monde des rôdeurs. C'est le coup classique, vulgairement appelé « coup du père François ». Il est une combinaison de la strangulation et de la pendaison. Et son emploi a au moins l'avantage de ne pas permettre de douter de l'intention criminelle de son auteur.

sur le lit, le visage convulsé, un mouchoir autour du cou. — Après autopsie, le Dr Dufour a conclu à l'auto-strangulation. — Ce cas a été discuté à la Société de Médecine légale et des observations présentées par le Dr Balthazard. (*Archives d'Anthropologie criminelle*, 15 mars 1907.)

2° *Strangulation à la main.* — Elle ne constituera jamais un suicide ; il y aura toujours crime. Elle est possible seulement pour les femmes et les enfants. C'est une des formes ordinaires de l'infanticide ; et il n'y a guère que dans ce dernier crime qu'elle se rencontre seule. La strangulation manuelle accompagne toujours un autre mode criminel. En général, c'est une action terminale du meurtre, une action presque instinctive. Souvent l'assassin, effrayé par les cris de sa victime, la serre à la gorge et l'étrangle.

L'idée qui se dégage de ces observations est donc celle-ci : alors que la pendaison a habituellement comme cause un suicide, la strangulation est presque toujours criminelle.

Cependant, une première question doit préoccuper le magistrat, et c'est celle qu'il posera d'abord à l'expert : la mort est-elle le résultat de la strangulation ? Le médecin commis peut seul se prononcer. Il aura ensuite à faire savoir comment la strangulation a été opérée. Sa conclusion sera facile, les lésions déterminées par la strangulation à l'aide d'un lien étant trop différentes des lésions produites par la constriction du cou avec la main pour que la confusion soit possible dans la majorité des cas.

Le magistrat se préoccupera aussi de savoir *si la strangulation peut être accomplie sans qu'il en subsiste des traces appréciables sur le cou de la victime.* Pour montrer toute la gravité, et aussi toute la diffi-

culté de cette question, il suffira de mentionner ici l'affaire Jeanne Weber (1). C'est à l'occasion de recherches de cette nature que se pose le gros problème médical des morts par inhibition laryngée : à supposer que le cas soit anormal, et même inadmissible (2) où la strangulation réelle ne laisse pas de traces locales, ne faudrait-il pas encore se demander si le mécanisme de l'inhibition n'a pas été provoqué dans un but criminel ? Il y aura presque toujours accident. Mais certains assassins, d'une culture assez élevée, pourraient très bien mettre à profit les conclusions scientifiques modernes et déjouer ainsi toutes les recherches. On sait, en effet, que certains corps légers (la main par exemple) peuvent entraîner la mort subite, quand ils sont appliqués en certaines régions du corps, telles que le larynx, le creux épigastrique, etc. (3). Il faut avouer qu'en cette

(1) L'affaire Weber étant encore soumise à la justice, nous ne croyons pas devoir l'examiner. Les principaux documents, permettant de se faire une opinion, et notamment les rapports médicaux des D^{rs} Brouardel, Descoust et Thoinot, sont rapportés dans le *Bulletin de Médecine légale de France* (2^e série, t. III, mars 1906, p. 64) et dans *La Médecine légale et la Jurisprudence médicale*, année 1906, p. 107.

(2) D^r Thoinot. « Un cas de mort probable par inhibition laryngée. Inculpation de meurtre par strangulation à la main. » *Bulletin de la Société de Médecine légale de France*, 2^e série, t. I, juillet-août 1904, p. 171.

(3) Tardieu, *op. cit.*, p. 191. — Brouardel. *La mort et la mort subite*. Paris, 1895, p. 6. Brouardel. « La mort par

matière des plus troublantes, experts et magistrats doivent rivaliser de prudence et de précautions.

Enfin, si l'assassin présumé est à la disposition du juge, il devra être soumis à un examen corporel. Nous l'avons dit, en effet : la strangulation est presque toujours précédée d'une lutte entre le meurtrier et sa victime. Des traces de violences peuvent donc être observées sur les mains et la face de l'assassin. Importantes surtout dans la strangulation à la main, ces lésions consistent en morsures et en égratignures (1). Dans certains cas aussi, les mains du coupable, souillées de plâtre, de charbon, ou de toutes autres matières solides, pulvérulentes et colorées, ont laissé des empreintes accusatrices sur le cou de la victime. Il n'y a pas lieu de compter beaucoup sur ce signe, qu'il est très difficile de retrouver.

Le rôle du magistrat, en nous plaçant au point de vue spécial qui est le nôtre en ce moment, nous apparaît comme assez restreint dans une affaire de strangulation. Une précaution indispensable pour lui sera de saisir le lien, dans une strangulation par

inhibition laryngée » *Bulletin de la Société de Médecine légale*, mai 1904, p. 77.

(1) En 1877, par exemple, Hodister, l'assassin de M^{me} Crémieux, fut arrêté grâce à la précision avec laquelle avaient été moulées les mâchoires de M^{me} Crémieux, dont la denture présentait des défauts caractéristiques. Brouardel. *La strangulation...*, *op. cit.*, pp. 200 et 309.

lien. C'est grâce au lien que, dans deux affaires célèbres, le meurtrier fut retrouvé. L'assassin de la veuve Garneray fut pris parce que, dans sa poche, il fut trouvé un bout de corde semblable à celle qui avait servi à perpétrer le crime. L'assassin de la petite Neu fut condamné, malgré ses dénégations, parce que la corde qui avait servi à étrangler l'enfant était identique au cordon de tirage d'un store que l'auteur présumé du crime possédait dans sa chambre. Nous n'avons cependant pas une foi absolue en ces présomptions. Les erreurs sont possibles et dangereuses : les ficelles, les cordes se ressemblent, et une similitude de la nature de celles que nous venons de rappeler ne doit prendre une valeur réelle que corroborée par des preuves plus directes, plus solides et mieux établies.

CHAPITRE VII

La suffocation et la submersion

« La suffocation comporte uniquement l'asphyxie due à l'obturation criminelle ou accidentelle des voies aériennes et l'asphyxie par compression des parois abdominales et thoraciques (1). »

Il ne peut être ici question de suicide. La suffocation est criminelle ou accidentelle, le second cas étant d'ailleurs le plus fréquent.

La suffocation criminelle est généralement associée à la strangulation, parce que le meurtrier, pour empêcher sa victime de crier, appuie une main sur la bouche et les narines de cette dernière. Pratiquée surtout chez les nouveau-nés, elle est presque impossible à réaliser sur l'adulte. La suffocation d'un homme ne réussira que s'il est en état d'ivresse, ou si le meurtrier l'a frappé et étourdi, ou l'a privé de tout moyen de résistance (2).

(1) Balthazard, *op. cit.*

(2) Procédé connu à Londres sous le nom de *Smothering*.

Le juge posera à l'expert les deux questions suivantes : la mort est-elle due à la suffocation — en cas d'enfouissement, le cadavre a-t-il été enfoui vivant ? Cette dernière demande n'est pas inutile : quelques exemples de ce genre de crime effrayant ont été consignés.

Très voisine de la suffocation est la submersion : les orifices des voies aériennes, bouche et nez, étant plongés dans un liquide quelconque, ce liquide pénètre dans les poumons à la place de l'air. L'asphyxie qui survient alors est dite par submersion (Balthazard).

Les trois hypothèses que nous avons toujours eu à envisager se retrouvent ici encore. Y a-t-il mort résultant d'un accident, d'un suicide ou d'un crime.

Submersion accidentelle. — Un individu retiré de l'eau sans traces de violences doit être présumé victime d'un accident. Ce principe est juste et vérifié dans la majeure partie des cas. Il serait faux de le tenir pour absolu. Des violences peuvent, en effet, être relevées, qui ont été faites avant, pendant ou après la chute dans l'eau. Le noyé a pu être victime d'un accident déjà quelques jours avant sa mort, ou bien il a pu être mêlé à une rixe et recevoir des coups. En second lieu, les victimes d'accidents semblables se font très fréquemment des blessures en tombant dans l'eau : ils viennent, dans leur chute, heurter les piles d'un pont, des piquets, des chaînes.

Souvent aussi des lésions sont produites par le choc contre le fond de la rivière. Ecchymoses nombreuses également si l'individu tombe dans un puits. Enfin, dans certains cours d'eau et, notamment, dans la Seine pendant la traversée de Paris (1), le service de la batellerie occasionne aux corps des noyés des accidents des plus curieux et qui, parfois, sont capables d'inciter à de graves erreurs.

Submersion-suicide. — La présomption reste la même qu'en cas de submersion accidentelle : le corps ne doit pas porter de violences extérieures. Les correctifs à émettre sont également semblables. Il importe de rappeler en outre un fait, déjà signalé dans les précédents chapitres : la submersion peut n'être qu'un mode terminal de suicide et avoir été précédée de diverses autres tentatives, qui ont laissé des traces de blessures.

Submersion-homicide. — La thèse à poser sera inverse de celle que nous avons établie tout à l'heure : si la submersion est d'origine criminelle, la victime aura des traces externes de violences, car généralement une lutte entre celle-ci et son meurtrier aura précédé la chute dans l'eau. Mais ici encore, rien de définitif : l'homicide par submersion est, en effet, le

(1) Delens. « Des fractures et des lésions osseuses que l'on rencontre sur les cadavres retirés de la Seine », *Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale*, 1878, t. 1, 2^e série, p. 433.

plus souvent le résultat d'une surprise, qui, par là même, éloigne la possibilité d'une défense préventive. C'est, en somme, un moyen criminel peu pratique et de réalisation pénible. Aussi, habituellement s'agit-il moins d'un homicide par submersion que d'une immersion faite dans le but de cacher un crime, commis à l'aide d'un autre procédé (1).

En raison de la relativité des règles établies, en raison surtout de ce que les lésions caractéristiques sont rapidement masquées par la décomposition du cadavre, la réponse de l'expert sera fort difficile. Il pourra fournir des données précises établissant que l'individu vivait encore au moment de la submersion, et pourra apporter ainsi un argument contre l'hypothèse d'un crime. Mais, dans le cas où il ne peut prouver que la mort est la conséquence de la submersion, il ne doit pas fatalement conclure à un homicide. « En effet, l'individu qui se jette à l'eau est dans un état de surexcitation nerveuse tel que la chute amène souvent la production d'une syncope. La douleur provoquée par le choc à la surface de l'eau, sur l'abdomen, par exemple, peut produire le même résultat, ainsi que le contact de l'eau très

(1) Balthazard, *op. cit.*, ch. « La submersion ».

Un rapport très intéressant sur les signes de la mort par submersion a été fourni, en 1906, au Congrès international de Lisbonne par M. Vieira Lopes. (*Bulletin de Médecine légale*, 1906, t. III, 2^e série, p. 133.)

froide. Dans ces conditions, la mort n'est pas due à la submersion, et les lésions habituelles font défaut. En réalité, l'individu est déjà mort au moment de son immersion. C'est le « noyé blanc » dont parlait Pajot. »

CHAPITRE VIII

Mort par blessures faites à l'aide d'un instrument tranchant ou contondant et par armes à feu

§ 1. — *Lésions à l'aide d'un instrument contondant*

Elles sont les plus fréquentes, faites particulièrement avec le poing non armé ou encore à l'aide d'objets faciles à se procurer : pierres rondes, cannes, perches, bâtons, pieds de chaises, marteaux, hoes renversées, etc. On ne se sert pas, ou rarement, d'un instrument contondant pour se suicider. Il y a lieu à présomptions de crime. Une seule difficulté sérieuse peut arrêter l'expert désigné par le juge : il n'est pas toujours possible de conclure de la nature de la lésion à la nature de l'instrument. Bien souvent, en effet, la blessure a des formes qui permettent de supposer qu'elle a été faite, non avec un instrument contondant, mais avec un instrument tranchant ou pointu. Ceci se produit, notamment, quand des coups de bâtons ont été portés avec vigueur.

§ 2. — *Blessures à l'aide d'un instrument tranchant*

Est défini instrument tranchant tout instrument

qui sert à frapper, tailler et pointer. Parmi ceux-ci, l'instrument de choix, le plus employé, est le couteau. Les raisons en sont simples : le meurtrier a presque toujours cette arme sur lui ; de plus, elle est facile à dissimuler. Aussi, relevant dans les autopsies pratiquées par le D^r Socquet celles où les blessures avaient été faites au cœur, le D^r Louis Lebrun (1) a-t-il pu établir la statistique suivante : sur 82 cas, 55 fois l'assassin s'est servi d'un instrument piquant et tranchant (couteau), 23 fois d'une arme à feu (revolver) et 4 fois d'un instrument piquant :

Quelques remarques seulement d'ordre médical. La longueur d'une blessure faite à l'aide d'un couteau ne correspondra avec la largeur de l'instrument que si celui-ci a été retiré du corps, exactement comme il y a été enfoncé. De ce qu'une blessure présente, de chaque côté, des angles aigus, on ne peut conclure à l'action d'un couteau-poignard à double tranchant, la plupart du temps elle est due à un couteau, qui peut avoir un dos large et rond. Dans bien des cas, il peut se faire aussi que la blessure soit un peu plus étroite que la largeur de l'instrument employé. C'est là une particularité importante qui, bien des fois, a fait exclure l'hypothèse de

(1) D^r Louis Lebrun. *Bul. de la Société de Méd. lég. de France*, 1907, 39^e année, 2^e sér., t. IV, p. 5.

tel instrument qui, cependant, avait servi à commettre le crime. Pareil cas, d'ailleurs, ne peut se produire que quand on a employé un instrument pourvu d'une pointe assez émoussée. Quand cette pointe touche la peau, celle-ci s'enfonce en forme de cornet et ne laisse pénétrer la lame que sous l'action d'une pression continue. Mais, par suite de cet enfoncement, la peau, qui est très élastique, s'est fortement dilatée, et, quand la pression cesse et que le couteau est retiré de la blessure, elle se contracte à nouveau, si bien que la blessure est moins large que la lame elle-même.

Souvent, un premier examen du corps de la victime laisse croire à l'existence de plusieurs coups de couteau, quoiqu'il n'y en ait qu'un en réalité. Le fait se produit quand le coup a été porté sur un endroit où la peau est repliée.

Les blessures faites par un instrument tranchant peuvent être mortelles, sans qu'il y ait la moindre hémorragie. (Le cas classique est celui des blessures occasionnées par un coup d'une baïonnette à quatre tranchants.)

Les couteaux bien aiguisés ne produisent pas toujours des blessures très nettes.

§ 3. — *Blessures par armes à feu*

Le revolver est moins apprécié des meurtriers que

le couteau. Son mécanisme est déjà compliqué. Il est d'un prix assez élevé. On ne peut le dissimuler qu'avec quelques précautions. Le fait seul de le porter peut entraîner la présomption de préméditation. Cependant c'est encore l'arme à feu la plus utilisée. Son usage s'est surtout répandu d'une façon inquiétante ces dernières années, à la campagne notamment, où il était presque inconnu comme instrument de meurtre jusqu'à la fin du siècle dernier.

Nous signalerons, au sujet des blessures par armes à feu, une constatation des plus importantes et qui pourrait entraîner à des hypothèses inexactes un esprit non prévenu. Il n'est pas rare de trouver des blessures assez étendues, dues à un coup de feu, sans que les habits qui les recouvrent soient endommagés.

Un docteur étranger a, dans une rencontre au pistolet, constaté une profonde blessure au bras, avec fracture de l'humérus, sans trou ni dans le manteau, ni dans la tunique que portait l'officier blessé dans ce duel. Le fait a été également remarqué au cours de différentes guerres.

Dans les trois cas que nous venons d'examiner, il sera ordinairement possible d'élucider, sans difficultés appréciables, le point de savoir s'il y a eu accident. Mais aussi mystérieuse que dans la pendaison, la strangulation ou la submersion, se pose l'inquiétante et inévitable question : la mort est-elle le résul-

tat d'un suicide ou d'un homicide ? Plus peut-être encore que dans les hypothèses envisagées jusqu'alors, le magistrat instructeur devra apporter un soin méticuleux à établir et relever toutes les circonstances concomitantes à la mort. Aucune des conditions extérieures ne devra lui échapper et, tout particulièrement, il fixera avec une exactitude scrupuleuse la position du cadavre et la situation de l'arme.

Les demandes qu'il devra soumettre au médecin-légiste seront nombreuses et nettement formulées. Nous ne pouvons les indiquer toutes ici ; car elles doivent varier avec chaque espèce. Nous n'avons pas la prétention de dresser un questionnaire qui pourrait servir dans toutes les affaires. Cette méthode a été tentée ; elle eût simplifié, sans doute, par sa mise en pratique le travail du juge. Mais elle aurait méconnu chez celui-ci une qualité, qui peut devenir un défaut chez d'autres hommes, mais qui doit être une de ses vertus maîtresses : l'inquiétude d'esprit, ce sentiment « qui fait, dit Renan, qu'après avoir trouvé le vrai, on le cherche encore ».

L'expert sera d'abord invité à préciser le nombre, la nature et la direction des blessures. En cas de blessures multiples, il dira si elles proviennent d'un seul instrument ou de plusieurs.

Si la mort a été donnée à l'aide d'un instrument tranchant ou contondant, il indiquera la position respective que devaient occuper la victime et son

meurtrier au moment où le coup fut porté. Si elle provient d'une arme à feu, il fera connaître la distance à laquelle devait se trouver l'assassin au moment où il a tiré.

L'instrument du crime peut avoir été placé par l'assassin dans les mains de la victime pour laisser croire à un suicide. L'arme dont celle-ci se serait servie pour se tuer pouvait-elle être disposée telle qu'elle a été retrouvée ? (De nombreuses expériences ont, par exemple, démontré que les personnes venant de mourir, à qui l'on met des objets dans les mains, ne retiennent pas ces objets aussi convulsivement que les personnes qui les tenaient déjà au moment de l'agonie.)

Le magistrat fera rechercher si les blessures n'ont pas été portées par un gaucher. Nous ne voudrions pas prendre, pour démontrer l'utilité indiscutable de cette précaution, des exemples tirés d'instructions actuellement en cours. Nous citerons seulement le fait suivant : Le médecin-légiste commis pour l'autopsie de la veuve Sebillaud, assassinée le 25 mars 1886, constata que les coups avaient été donnés par un gaucher. Cette circonstance, heureusement relevée, fit peser les soupçons sur un sieur Furet, le seul des habitants du village qui se servit facilement de la main gauche. L'information devait dans la suite démontrer leur bien-fondé.

Les divers instruments trouvés sur les lieux, et

considérés ou bien comme ayant pu servir au criminel, ou bien comme ayant pu lui appartenir, devront enfin être soumis à l'examen du médecin.

TROISIÈME PARTIE

LES DIFFICULTÉS D'ORDRE JUDICIAIRE

CHAPITRE PREMIER

Leur origine commune : les difficultés de la preuve pénale en elle-même

« De même que nous nous servons d'instruments d'optique pour suppléer à l'imperfection de notre vue, le juge, qui ne peut avoir de connaissances encyclopédiques, emprunte à la science de précieux auxiliaires afin d'obtenir une analyse exacte des éléments matériels qu'il a sous les yeux. » Avec le développement scientifique et la division des compétences — qui en fut la suite, — l'expertise est devenue le procédé d'instruction décisif en matière criminelle. Nous venons, au cours des pages précédentes, d'étudier les difficultés auxquelles elle se heurte en cas de mort violente et d'examiner ces problèmes com-

plexes qui se posent en médecine légale, où une rigueur mathématique ne peut se comprendre ni dans les données, ni dans les conclusions, il est facile d'admettre la nécessité dans laquelle se trouve le magistrat de faire appel à des hommes possédant des connaissances spéciales. Leur réponse, quand encore il n'y aura pas pour eux impossibilité à la formuler, fixera, avec le maximum d'exactitude désirable, un point de départ. L'expert, dans l'hypothèse où nous allons nous cantonner maintenant, a conclu à un homicide, à un crime. Son rôle est terminé ; le rôle personnel du juge commence. Il lui faut découvrir l'auteur de ce crime et établir sa culpabilité. Cette double tâche implique de nouvelles difficultés, que nous allons envisager.

M. Garraud, dans son *Traité d'instruction criminelle et de procédure pénale* (1), a classé sous trois chefs principaux les preuves susceptibles d'être recherchées et produites dans un procès criminel : l'expérience personnelle, à laquelle se rattache la descente sur les lieux ; la foi possible au témoignage, les indices.

Nous nous attacherons à cet ordre. Nous tenons à signaler cependant, avant tout, que les difficultés qui se révéleront au cours de ces chapitres ont toutes une origine commune. Elles ne sont que la résultante

(1) R. Garraud, *op. cit.*, t. I, p. 11.

des difficultés que présente la preuve pénale prise en elle-même.

En matière criminelle, en effet, il s'agit toujours de démontrer l'évidence de faits appartenant au passé, qui, par conséquent, se présenteront déformés et non plus tels qu'ils auront été. Leur réalité ne s'imposera pas ; elle pourra seulement être induite. Et cette remarque est d'application générale. Elle s'impose même pour le cas de crime flagrant. Car le fait constitutif du crime ne saurait être replacé devant le juge ; et l'examen, serait-il immédiat du cadavre, ne lui permettra que d'établir un rapport de causalité entre certains faits et la mort de la victime. « Les sources de conviction qui viennent en aide à l'historien, qui va cherchant la vérité dans les faits du passé, sont donc précisément celles où le juge vient puiser la sienne, quand il s'enquiert de l'existence et des détails d'un crime » (1).

Dans les procès-civils, les parties en cause s'efforcent d'aider leurs juges à trouver la vérité. Elles produisent leurs titres et leurs témoins. En matière pénale, le juge est seul avec ses auxiliaires : il n'est point d'usage que le criminel aide à la découverte du forfait dont il s'est rendu coupable. Au civil encore, les faits à démontrer sont des faits qui tombent sous

(1) Mittermaier. *Traité de la preuve en matière criminelle*. Paris, 1848, ch. VI, p. 67.

les sens ; au criminel, au contraire, il y aura des circonstances impalpables pour les sens et un problème moral à résoudre.

Aussi, la preuve directe et absolue ne se rencontre pas dans cette branche du droit. En matière pénale, pas de démonstrations, mais des vraisemblances. La vérité judiciaire ne peut pas exister et doit faire place à la certitude et parfois même à la probabilité. Car la vérité a un caractère absolu, puisqu'elle est théoriquement l'équivalent de la réalité. Mais cette notion doit s'atténuer dans la pratique et prendre de toute nécessité un caractère relatif, parce qu'alors elle est considérée au point de vue de nos connaissances et de nos perceptions, avec les moyens imparfaits et faillibles qui servent à la révéler.

Le magistrat devra donc s'entourer des garanties les plus grandes et les plus propres à rendre appréciable sa probabilité et raisonnable sa certitude. Son devoir sera de tendre vers la vérité si sa science ne lui permet pas de l'atteindre. Et, dans l'accomplissement de sa mission délicate, il se rappellera qu'il faut à son esprit non des ailes, qui l'emporteraient trop loin, mais comme des souliers de plomb, qui le retiendront dans le domaine des faits.

CHAPITRE II

Expérience personnelle et descente sur les lieux

Un crime laisse toujours des traces matérielles. Le premier devoir du juge est de relever ces traces ; et il le fait dans le procès-verbal de transport. La constatation judiciaire consiste donc dans un procédé d'expérimentation personnelle au moyen duquel le juge vérifie l'existence de certaines circonstances décisives au fond, et dont il consigne, après examen, la description dans un rapport. Les origines de ce mode de preuve sont peu connues. Le droit romain est pauvre sur ce sujet, sans qu'il soit permis de s'en étonner (1). A Rome, en effet, la procédure criminelle était toute d'accusation ; il n'y avait point d'inquisiteur ayant qualité officielle pour rechercher les crimes et leurs auteurs. Le fait, quant à sa nature et ses caractères matériels, important dès lors assez

(1) Certains auteurs ont voulu trouver quelque analogie dans les motifs de la l. 1. D. *De incipiendo ventre*, et de la l. b. c. *De re militari*.

peu, il était inutile de faire de son examen un objet spécial d'investigation judiciaire.

Au temps du procès inquisitorial le juge n'informe directement contre une personne désignée que si l'existence du crime est déjà reconnue probable.

A cette époque, l'inspection judiciaire acquiert une notable importance ; la « doctrine du corps de délit » (1) se développe. Il importe alors, avant tout, de constater l'existence du cadavre et son état.

La Caroline, en termes très nets, astreint le magistrat à procéder à la constatation judiciaire en cas de meurtre.

Les anciennes ordonnances ne méconnaissaient pas non plus l'utilité des transports de justice et de la rédaction du procès-verbal qui servira de fondement à l'information.

L'article 1^{er} du titre IV de l'ordonnance criminelle de 1670 porte « que les juges dresseront sur-le-champ et sans déplacer procès-verbal de l'état auquel seront trouvées les personnes blessées ou le corps mort, ensemble du lieu où le délit aura été commis, et de tout ce qui peut servir pour la décharge ou la conviction ». Cette disposition se retrouve implicitement dans l'article 32 du Code d'instruction criminelle. C'est qu'en effet ce moyen

(1) Gaudinus. *De maleficiis, t. de homicidiariis*, n° 24.

de preuve fournit des résultats d'autant mieux fondés en vraisemblance que c'est sur place et incontinent que procès-verbal est dressé. On prévient ainsi les écarts trop faciles d'une mémoire infidèle.

C'est un point de vue qu'on ne saurait trop oublier : pour toute affaire importante, il importe que le juge se rende lui-même sur les lieux. D'après les procédés de recherches et de démonstration de la logique actuelle, l'objectivité constitue le procédé le moins critiquable d'investigation, parce qu'elle peut se vérifier à l'aide des opérations d'analyse et de synthèse. Partout se remarque cette tendance à substituer la connaissance objective à la connaissance subjective et, par suite, les preuves matérielles, méprisées autrefois et regardées seulement comme des semi-preuves, acquièrent une valeur de plus en plus grande. « Nommer les indices, c'est démontrer sans réplique que l'esprit, en ne s'écartant pas de certaines limites prescrites par la prudence, peut acquérir par lui-même une pleine et entière conviction, pour si sévère et si timoré qu'il soit. » (1).

Il ne faut pas naturellement pousser trop loin cette idée et se laisser aller aux prestigieuses fantaisies d'un Sherlock Holmes.

Seulement, le magistrat instructeur (2) rédigera

(1) Mittermaier, *op. cit.*, p. 146.

(2) G. Abadie. *Guide pratique des magistrats en transport criminel*. Paris, 1894. — Hanns Gross. *Manuel pratique*

un procès-verbal aussi complet que possible. Il ne devra négliger aucun détail : car celui-ci, qui apparaît sans utilité actuelle, pourra prendre une valeur réelle demain (1). Ce procès-verbal est d'une extrême importance. Les premières constatations ne pourront plus être faites. Aussi, un juge d'instruction inhabile fournit-il rarement un bon procès-verbal d'inspection des lieux. Il faut observer tranquillement et attentivement la situation (2), ne pas se laisser influencer par les faits extérieurs, par les récits hâtivement faits par les premières personnes accourues sur les lieux. Le point le plus important sera la vérification préalable de l'état de l'endroit où le cadavre a été découvert. Le magistrat s'assurera que cet état n'a pas été modifié ; puis il garantira la conservation des traces existantes. Seulement, alors, il décrira ce qu'il voit. Et il ne devra toucher, déranger ou enlever aucun objet, avant qu'il ne l'ait décrit minutieusement. Il agira ainsi pour tout. Car il est souvent à

d'instruction judiciaire. (Traduction Bourcart et Wintzweiler. Paris, 1899.)

(1) Ainsi, lors de l'assassinat du marchand de meubles Albert, le magistrat instructeur avait remarqué que la victime tenait un journal à la main. Tous crurent d'abord, médecins et juges, que, pendant la lecture de son journal, Albert avait succombé aux suites d'une maladie de poitrine. Mais l'enquête établit qu'Albert ne savait pas lire ; et cette simple constatation fit, avec raison, comme il devait être prouvé par la suite, admettre l'hypothèse d'un crime.

(2) Le vieux brocard est toujours vrai : « *Quis ? quid ? ubi ? quibus auxiliis ? cur ? quomodo ? quando ?* »

regretter que le juge d'instruction ne croie pas de son devoir de faire porter son examen sur les mêmes points que les experts, tels que : blessures position du cadavre, taches de sang, etc. Il doit lui être de règle de relever, de son côté, toutes les circonstances importantes, sans se préoccuper du travail auquel ceux-ci se livrent, eux aussi. Dans toutes les informations pour homicide, le juge s'attachera à reconnaître l'existence du cadavre, le nombre et la direction superficielle des blessures. Il décrira le lieu où gît le cadavre, les vêtements qui le recouvrent, les objets qui l'entourent, les instruments possibles du crime ; il recueillera, en un mot, toutes les indications susceptibles de faciliter sa tâche.

Une précaution, utile plus tard à ceux qui auront à lire le dossier ou à juger l'affaire, est la confection d'un plan. Il y a aussi avantage à joindre à la procédure un croquis des lieux, et à faire prendre de ceux-ci, s'il est possible, des photographies.

Si le cadavre a été trouvé dans une maison, le juge procédera à une perquisition. Il la fera de la façon la plus soigneuse ; car il n'est pas un endroit où ne puisse être découvert un indice précieux. Conformément aux dispositions de l'article 35 du Code d'instruction criminelle, le juge saisira tout ce qui paraît avoir servi ou a été destiné à commettre le crime, tout ce qui paraît en avoir été le produit, tout enfin ce qui peut aider à la manifestation de la vérité.

Ces règles si simples, qui devraient être d'une application courante et dont la stricte observation donnerait les résultats les meilleurs, sont difficiles à suivre. Et tout d'abord, le juge arrivera généralement sur les lieux plusieurs heures après la découverte du crime. Si nous supposons que le fait se passe à la campagne, le maire sera le premier informé de l'événement qui vient troubler la quiétude de son village. Il se rendra immédiatement là où le crime a été commis, il y aura été précédé ou y sera rejoint par les voisins. De la stupeur, de l'appréhension, de la colère, tous les sentiments qui troublent l'âme humaine lors de la découverte d'un horrible forfait, agiront sur ces personnes. La maison sera envahie. Et tous, avec une curiosité bien naturelle, avec même le désir de trouver quelque chose d'utile à la marche de l'enquête, chercheront; toucheront et dérangeront tout, modifieront en conséquence l'état des lieux. Et c'est ainsi que, souvent, un détail, dont la découverte paraît devoir mettre la justice sur une piste sérieuse, n'est que le résultat de ces agissements. Dans la première précipitation, on a dérangé l'arme qui se trouvait auprès de la victime ; on a déchiré les vêtements qu'elle portait. Plus tard, on s'efforce de remettre les choses telles qu'elles étaient : mais, l'affolement aidant, on ne sait plus. La mémoire vous trahit. Et c'est peut-être une indication importante qui disparaît.

Ces observations, dont nous avons pu vérifier l'exactitude, s'appliquent dans toute leur rigueur à ce qui se passe presque partout. Elles seraient moins justes pour Paris où, facilitées par l'organisation de la police, des mesures ont été prises pour éviter ces faits déplorables et funestes à une bonne instruction.

Une première mesure s'impose donc, en province tout au moins. Le maire, dès qu'un crime lui est signalé, doit prévenir immédiatement le Parquet. Puis, se rendant sur les lieux en sa qualité d'officier de police judiciaire, il devra prendre moins des mesures pour rechercher l'auteur de l'assassinat que pour conserver aux lieux leur aspect.

D'autre part, les membres du Parquet ne devront jamais tarder à se transporter. Dans les villes importantes, où les descentes de justice sont fréquentes, une voiture automobile devrait être à leur disposition.

L'expérience avait été proposée pour Paris ; elle n'a pu être réalisée pour une raison budgétaire.

CHAPITRE III

Les témoignages. — L'opinion publique

Après les premières opérations que nous venons de décrire, le juge continuera son enquête en recevant les dépositions des témoins. La foi due au témoignage soulève une difficulté des plus graves, jadis insoupçonnée, mise en lumière assez récemment et qui a donné lieu à toute une littérature des plus intéressantes.

Le témoignage est la relation orale ou écrite, spontanée ou provoquée de ce qu'une personne a vu ou entendu. C'est le principal mode de preuve en matière criminelle, et il fut longtemps regardé comme étant le meilleur et le plus digne de créance. Il y a trente ans seulement qu'un changement intervenait dans la doctrine juridique et que certains auteurs s'efforçaient d'en démontrer les dangers. Depuis dix ans surtout, « la science du témoignage » est née, et ses détrac-

teurs se sont faits plus nombreux. Binet a inauguré son étude scientifique et, soit en France, soit en Suisse, soit particulièrement en Allemagne, des livres nombreux ont paru sur cette question (1).

La difficulté à obtenir un bon témoignage tient, d'une part aux qualités que celui-ci doit offrir, considéré en lui-même et, d'autre part, aux influences internes ou externes qui peuvent s'exercer sur le témoin.

Le témoignage doit d'abord présenter des qualités d'ordre subjectif : de l'étendue, de la fidélité et de l'assurance. L'étendue sera la somme des données ; la fidélité, le rapport des données exactes à l'ensemble des données ; l'assurance, le rapport des don-

(1) *Archives de l'anthropologie criminelle* : « Valeur psychologique des témoignages », année 1906, pp. 459-461.

Année psychologique (publiée par Alf. Binet). « Psychologie individuelle : description d'un objet », année 1897, p. 296. — « La science du témoignage », année 1905, pp. 128-137.

Archives de psychologie, mai 1904. « Sur le témoignage. » — Alfret Binet. « La science du témoignage. » — « La suggestibilité. » (Paris, 1900.)

Borst et Claparède. « La fidélité et l'éducabilité du témoignage » dans les *Archives des sciences physiques et naturelles*, 7 avril 1904.

Stern. *Beitrag zur Psychologie der aussage*

Revue pénitentiaire : « Sur le témoignage », 1905, p. 296.

Revue de l'hypnotisme, 1896, p. 70. « Les faux témoignages suggérés. »

nées certifiées aux données exactes, cette assurance pouvant être, d'ailleurs, justifiée ou injustifiée.

Le témoignage est affecté également par des qualités d'ordre objectif : la testabilité et la mémorabilité. La première sera l'aptitude plus ou moins grande d'un objet à provoquer un témoignage, tandis que la seconde sera l'aptitude plus ou moins grande d'un objet à provoquer un témoignage juste. Il est intéressant, à ce propos, de remarquer que la probabilité de l'existence d'un fait est un facteur important de la testabilité et de la mémorabilité (1).

Si, par la seule analyse des titres qu'il doit présenter, il est aisé de comprendre combien est rare un bon témoignage, la difficulté s'accroîtra encore en regardant, à côté du témoignage, le témoin. Les témoins peuvent être rangés sous trois catégories : 1° les faux témoins conscients ; 2° les faux témoins inconscients ; 3° les faux témoins anormaux.

Les faux témoignages conscients sont rares. Ils se reconnaissent assez facilement et, comme ils consti-

(1) Hanns Gross cite le cas du tableau de Raphaël, *La Madone de Saint-Sixte*, au musée de Dresde, où l'on peut compter six doigts à la main droite du pape. Personne ne l'avait remarqué, malgré que cette imperfection soit visible dans toutes les reproductions photographiques. Or, plusieurs personnes — même après qu'on leur a fait constater la chose — prétendent ne l'avoir pas vue, parce qu'il est impossible que Raphaël ait commis une pareille faute et parce que personne ne l'avait encore signalée.

tuent un crime sévèrement réprimé, peu de gens s'y exposent. Quand ils se produisent, ils sont motivés par l'égoïsme, la vengeance ou la haine. Fausse est aussi l'idée, accréditée cependant dans le peuple, que de nombreux témoins sont payés. Le vers de Racine est toujours vrai et peut encore s'appliquer :

Les témoins sont fort chers et n'en a pas qui veut (1).

Beaucoup plus dangereux sont les témoignages rentrant dans les deux autres classes.

C'est en somme sur les faux témoins inconscients que les études ont surtout porté. Ceux-ci sont les hommes normaux qui, dans leurs dépositions, se trompent sans le vouloir et sans s'en douter. La fragilité de leur témoignage vient de ce qu'il a pour auxiliaires des organes imparfaits, sujets à l'illusion. La véracité est une vertu rare. Les récits, d'ordinaire, se débitent « sur la gamme du mensonge qui va de la fioriture à la contre-vérité en passant par l'inexactitude et l'exagération ». Enfin, l'homme le plus sincère, quand il a su voir ou entendre et surtout résister à son imagination, doit encore, pour déposer fidèlement, posséder comme Vadius « le tour libre et le bon choix des mots ».

(1) Voir, cependant, dans la *Collection des Causes célèbres*, l'affaire Vuillaume en 1809. — L'affaire Gancel en 1838. — L'affaire Bouriquet en 1881 et l'affaire Mac Auliffe en 1893.

Les conclusions auxquelles sont arrivés les spécialistes du témoignage ne sont guère rassurantes. Nous les résumerons dans les lignes suivantes : Le témoignage ne mérite pas la confiance qu'il est d'usage de lui accorder. Un témoignage entièrement fidèle n'est pas la règle : il est l'exception. Même spontanées, même faites immédiatement, les dépositions sont rarement exactes dans leur intégrité. Dans toute déclaration, il se rencontre des lacunes ou des additions, des transformations ou des falsifications et parfois des mobiles, qui devraient être écartés, malgré leur caractère tout moral (1).

Par la question, le témoignage pourra gagner en étendue ; mais ce qu'il gagnera en étendue, il le perdra en fidélité. Les erreurs sont plus nombreuses dans l'interrogatoire que dans la déposition spontanée. L'étendue et la fidélité des dépositions diminuent avec le temps ; alors, la mémoire de reconnaissance intervient, laquelle est encore plus sujette à l'erreur.

(1) Le fait est rapporté par Maurice Lailler et Henri Vonen dans les *Erreurs judiciaires et leurs causes*.

« Je n'ai de haine contre personne, mais je n'oublierai jamais un attentat, qui a failli tuer mon petit-fils », disait, aux assises, le conseiller Benoît, dont Ravachol avait fait sauter l'appartement. Explicable et honorable sentiment : il peut ne pas faire sortir de la vérité le témoin auquel l'éducation donne assez de philosophie pour dominer sa rancune ; mais, pour l'homme qui ne voit dans la justice que la vengeance organisée, quel redoutable inspirateur de mensonges !

La fidélité d'un témoignage est en raison inverse de son assurance. Constatation d'aspect paradoxal, mais cependant réelle : le bon témoin sait douter. Le serment, qui se mesure par le rapport des données jurées aux données positives, n'a qu'une valeur de convention, et la tendance à le prêter augmente avec le temps écoulé depuis le fait qui donne lieu à témoignage.

Il faut se méfier du témoignage des enfants, dont on peut dire que les dépositions sont toujours inexactes (1). Les vieillards ne doivent être écoutés également qu'avec méfiance, à raison de la diminution de leur mémoire, de leur suggestibilité particulière et de leur tendance aux idées de persécution.

Il importe de noter que la forme de témoignage que nous venons d'examiner, passe très facilement et graduellement du domaine physiologique normal au domaine pathologique. Ce qui nous amène à considérer les témoins anormaux. Il y a chez ces derniers une tendance accentuée à la mythomanie : à toute débilité mentale, même peu marquée, correspond une incapacité testimoniale absolue (2). Les mythomanes sont poussés par la vanité, la perversité et la

(1) De Cazes. *Revue des Revues*, 15 novembre 1895, p. 368 : « Les enfants menteurs ».

Dr Motet. *Les faux témoignages des enfants devant la justice*. Paris, 1887.

(2) Dupré. *La Mythomanie*.

malignité. Ceux qui agissent sous l'empire de ce dernier sentiment sont les plus nombreux ; parmi eux se trouvent les auto-accusateurs (1), les faux enfants martyrs, les fausses victimes d'attentats aux mœurs.

Le professeur Sommer, dans un discours prononcé en 1904 à l'Assemblée générale de l'Association de Psychologie judiciaire et de Psychiatrie du grand-duché de Hesse a, d'ailleurs, classé sous cinq types les témoignages des psychopathes : le type paranoïque, le type hallucinatoire, le type psychogène, le type de la débilité mentale et, enfin, le type paramnestique.

Nous avons résumé, aussi brièvement qu'il nous a été possible de le faire, les décevantes constatations relevées dans les articles parus le plus récemment sur le témoignage. Quelles conséquences convient-il d'en tirer au point de vue particulier de notre étude ?

Quelque critiques qui aient pu être dirigées contre lui, le témoignage nous paraît devoir subsister comme le mode de preuve le plus normal et le plus sûr. La lecture des ouvrages que nous avons signalés n'a point ébranlé notre conviction. Nous reconnaissons évidemment le bien-fondé de la plupart des observations qui ont été présentées et que nous

(1) Dupré. *Les auto-accusateurs au point de vue médico-légal*.

avons rapportées avec la plus grande impartialité. Mais montrer qu'une institution n'est pas parfaite, c'est simplement envisager la possibilité de la perfectionner. Le témoignage se maintiendra, mais se modifiera. Pour nous en tenir à notre sujet, et encore une fois en nous plaçant spécialement au point de vue de l'instruction, comment, continuant son enquête sur un crime, le juge entendra-t-il les témoins et quel prix attachera-t-il à leurs dépositions ?

Une première règle se dégage nettement de toutes ces controverses : les erreurs sont plus nombreuses dans l'interrogatoire que dans la déposition spontanée. C'est un point facile à vérifier dans la pratique et qui, du reste, fut reconnu de tout temps. Le Code d'Instruction criminelle porte, en effet, que « les témoins seront entendus » (1). Le magistrat instructeur recueillera donc d'abord la déclaration du témoin, telle que celui-ci croit devoir la lui faire. Mais il est de toute évidence que son rôle ne peut se borner là. Un témoin peut omettre tel détail qu'il sait, mais qu'il considère comme étant de peu d'importance, alors que pour l'enquête il est des plus intéressants. Et le juge, pour arriver à une information précise et complète, se verra dans l'obligation de poser une question au témoin. Ici se dégage une

(1) Art. 73 du C. d'inst. crim.

nouvelle règle, à laquelle il devra se conformer : si une question s'impose, elle évitera absolument la forme suggestive. Le juge d'instruction ne doit, en effet, en aucun cas, avoir une opinion faite à l'avance : comme le remarquait Faustin-Hélie, ce n'est pas pour prouver l'existence du crime ou la culpabilité du prévenu que les témoins sont entendus, mais pour établir la vérité, qui est le seul intérêt de la justice.

Généralement, le juge ne fait pas mentionner au procès-verbal la question par lui posée. C'est une faute. Et il nous apparaît comme indispensable de faire passer dans la pratique judiciaire le vœu formulé, le 26 mars 1905, sur la proposition d'Otto Lippmann, par l'assemblée générale des médecins et juristes wurtembergeois : « Si le juge fait une question, elle sera insérée au protocole ». Le fait de transcrire les termes de la demande éloignera les questions qui, par leur forme seule, sont souvent de formidables machines à suggestion dictant la réponse attendue.

Un troisième principe encore nous paraît devoir être accepté : « La déposition du témoin sera fidèlement transcrite telle qu'elle est faite ». La déposition de chaque témoin a sa physionomie propre : au magistrat de la saisir et d'en rendre une fidèle et originale image. Et quel meilleur moyen s'offre à lui que de reproduire textuellement la déclaration qu'il reçoit ? Si vulgaires, si locales qu'elles soient, les expressions

employées ont une valeur, parce qu'elles ont servi de forme à la pensée du témoin. Il faut les conserver : un procès-verbal d'information ne doit pas prétendre à des effets littéraires. « Quelques magistrats ont cru que leur obligation se bornait à rendre fidèlement le sens des déclarations, qu'il leur était permis d'enlever les incorrections du langage et de polir une naïveté quelquefois grossière. Ils pensaient que des procès-verbaux rédigés avec soin et élégance attireraient et fixaient mieux l'attention. C'est une erreur. Chacun doit parler son langage. Quand on corrige, on résume, on affaiblit. Souvent la vérité jaillit d'une expression vulgaire et souvent il y a dans une parole brusque, que la correction condamne, une éloquence qui persuade. Laissez faire la nature : n'ôtez pas au fanatique ses expressions hardies ; à l'homme que la jalousie dévore, ses accents passionnés ; à l'innocence, sa parole simple et reposée. Que l'instruction soit un miroir où se réfléchisse la réalité ! C'est un devoir qui demande pour être accompli plus de talent que n'en exigerait une rédaction savante et concise. » (1).

En tenant compte des règles fondamentales que nous venons de poser (la déposition sera reçue et non provoquée — toute question qui, exceptionnel-

(1) Descloseaux. *Gazette des Tribunaux* du 4 novembre 1836.

lement sera posée, devra être formulée au protocole — la déposition sera transcrite fidèlement et non retouchée par le magistrat instructeur), nous considérons encore le témoignage comme le mode le plus sûr pour arriver à la découverte de la vérité, et nous nous refuserons à suivre plus loin les novateurs. Certains d'entre eux voudraient que chaque témoin fût soumis à un examen psychologique, ou tout au moins à une expérience préalable de laboratoire. Nous affirmons très nettement que ce sont là idées de littérateurs ingénieux et subtils, mais utopiques aux yeux des praticiens. Dans toute affaire criminelle les témoins sont rares en général. À part les exceptions, que nous aurons à examiner tout à l'heure, les gens aiment assez peu à être mêlés aux affaires judiciaires. Volontiers ils se dérobent et ne se font pas connaître, alors qu'ils auraient des déclarations utiles à faire. Ils savent les ennuis des comparutions multiples devant la justice, les animosités qu'ils pourront se créer, le temps qu'ils perdront et les taxes notoirement insuffisantes qu'ils se verront allouer. Soumettre encore ces personnes à des épreuves qu'elles jugeront, peut-être avec quelque raison, vexatoires, n'est-ce pas retirer à la justice les auxiliaires les plus précieux qu'elle connaisse ?

Le passé d'un témoin, son passé pathologique, comme son passé judiciaire, ne peut pas être recherché au moment même où le juge veut l'enten-

dre (1). Il y a là une impossibilité pratique. Le juge ne peut, à une minute où une révélation est de nature à décider du succès de l'enquête, se renseigner sur la valeur morale et psychologique du déposant. Au surplus, un homme a pu faillir jadis : il peut dire avec sincérité à présent ce qu'il a vu ou ce qu'il a entendu. Et puis, au cours de l'instruction ou au jour de l'audience, s'armant de l'article 319 du Code d'instruction criminelle, l'accusé ou son conseil diront contre le témoin tout ce qui sera utile à la défense. Et certes, il ne répugne pas à notre délicatesse de voir mettre sur la sellette le malheureux témoin : que de fois celui-ci est malmené à l'audience et comme il en sort amoindri et bafoué ! M. de Franqueville souhaiterait (2) que la défense eût à sa disposition le casier judiciaire de chaque témoin. Nous n'y voyons aucun inconvénient, mais nous ne pensons pas que ce système donne « d'heureux effets ». Car, une fois encore, même l'être le moins digne peut avoir vu un fait ou entendu un propos, et il peut répéter l'un ou l'autre avec sincérité. Si toute personne au passé reprochable devait être rayée de la liste des témoins que de crimes resteraient impunis.

Pour juger le degré de crédibilité à accorder aux

(1) Système de la *Cross examination*.

(2) De Franqueville. *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*, t. II, p. 385.

témoins, les uns voudraient qu'à côté du juge fût placé « un expert psychologue ». Dans la première partie de ce travail, nous avons suffisamment proclamé notre foi aux experts pour être bien à même de formuler ici notre opinion. Nous ne pouvons pas faire des palais de justice des laboratoires de psychiatrie. Outre la résistance qu'opposeraient les témoins à se livrer à ce singulier examen, il faudrait encore rencontrer pour cette évaluation scientifique d'une personnalité des psychiâtres, ou tout au moins des médecins légistes ayant des connaissances suffisantes en psychiatrie. Ces autorités psychologiques se trouveront, certes, à Paris ou dans les grandes villes. Mais, dans certains arrondissements, où sera donc cet expert ? La justice n'a pas seulement à son service des experts de profession, dont la science représente la somme des connaissances possibles. « La caravane du progrès a son arrière-garde et ses trainards : médecins de petites villes, pharmaciens de chefs-lieux de cantons, dont la science médico-légale retarde de vingt ans » (1). Il est difficile de faire appel à eux en matière d'expertises proprement dites ; il est impossible, à plus forte raison, de songer à leur concours en matière psychologique.

Placzek (2) lui-même s'est élevé contre la supposi-

(1) Laillier et Vonoven, *op. cit.*

(2) *Archives de l'anthropologie criminelle*. Année 1906, p. 273.

tion qu'il faudrait introduire pour l'expertise psychologique un nouveau spécialiste et, d'après lui, il ne serait pas nécessaire d'employer l'arsenal compliqué de la psychologie expérimentale. Un moyen plus simple suffirait. Chaque témoin serait conduit devant une image offrant quelques détails très particuliers, et certaines questions à tendances nettement suggestives lui seraient posées. Selon les remarques qu'il ferait sur l'une ou les réponses qu'il donnerait aux autres, il serait classé comme témoin digne de foi ou, au contraire, regardé comme incapable de déposer. Moyen un peu puéril et dangereux aussi, auquel nous ne pensons pas pouvoir nous arrêter de sérieuse façon.

En résumé, et avec les réserves formulées au cours de ce chapitre, nous gardons au témoignage toute notre confiance, et nous persistons à le regarder comme le plus utile des moyens mis à la disposition du juge pour arriver à la découverte de la vérité. Pour nous, il n'y a plus d'éducabilité possible du témoignage, puisque l'idée même de justice éloigne les témoins professionnels. Nous pouvons seulement souhaiter, avec le Dr Dupré, l'éminent directeur de l'Infirmerie spéciale du Dépôt, que l'imagination des enfants soit moins cultivée. Il vaudrait mieux s'efforcer de la restreindre, s'appliquer à leur faire voir d'une façon nette et positive les choses en refusant un rôle trop actif à leurs facultés d'invention.

C'est le seul moyen pratique d'obtenir d'eux un jugement sain et de faire d'eux pour plus tard des hommes qui sauront témoigner avec vérité. Ce serait également une méthode profitable pour limiter les méfaits de l'opinion publique.

Nul ne s'étonnera de voir figurer celle-ci dans la liste des difficultés contre lesquelles le magistrat a à se débattre. Voltaire l'a qualifiée « la démente de la canaille » et, dans son *Fragment sur le procès criminel de Montbailli*, il a précisé avec son ironie cruelle la marche du propos calomnieux, qui peut-être sera le germe de l'accusation. Nous disions tout à l'heure que, en général, les hommes aiment peu à venir témoigner en justice, et nous en indiquions les raisons. Mais des exceptions se rencontrent. Il est des oisifs qui aiment à jouer un rôle et se plaisent à causer. Un accident : c'est banal. Un crime, au contraire : voilà belle manière à conversation et à dispute. Et, inconsciemment, ils lancent l'hypothèse d'un assassinat, ne songeant plus à l'heure de l'enquête qu'eux-mêmes ont provoquée. Nous ne pouvons mieux faire que citer une page de Montaigne (1) : « Il ne lui fault ny matière, ny base : laissez le courre, il bastit aussi bien sur le vuide que sur le plain... L'erreur particulière fait premièrement l'erreur publique et, à son tour, après

(1) Montaigne. *Essais*, l. III, ch. XI.

l'erreur publique fait l'erreur particulière. Ainsi va tout ce bastiment, s'estoffant et formant, de main en main, de manière que le plus éloigné tesmoing en est mieux persuadé que le premier. C'est un progresz naturel : car, quiconque croit quelque chose, estime que c'est ouvrage de charité de la persuader à un aultre et, pour ce faire, ne craint point d'ajouter, de son invention, aultant qu'il veoid estre nécessaire en son conte pour suppléer à la résistance et au défaut qu'il pense être en la conception d'aultuy ».

Heureusement — et cette constatation nous permet de ne point modifier notre opinion sur le témoignage — plus bruyants que nombreux sont ces mal-intentionnés sans le savoir. Ils n'augmentent guère leurs rangs que de « quelques Vidocq de village ou de quartier, qui croient avoir manqué leur vocation et qui pensent que tout irait mieux s'ils étaient quelque peu préfet de police ». Et, somme toute, leur rôle serait assez négligeable si parfois la presse — qui, en maintes circonstances, prête à la justice un concours des plus appréciables — ne se faisait l'écho de leurs dires et de leurs accusations.

Le juge ne devra pas négliger de parti-pris les indications que lui fournit la rumeur publique ; mais il apportera tous ses soins à n'en user qu'avec prudence. Celui qui se laisserait guider uniquement par elle ressemblerait au touriste qui s'engage sans carte

sur la route inconnue et se lie aux renseignements des passants : il ne tarderait pas à s'égarer.

Les derniers scrupules que nous pourrions avoir à estimer encore sur le témoignage s'éteindront avec une remarque finale. Les dépositions sont posées non pas d'après les qualités personnelles des témoins ou d'après leurs actes, mais en objectivant leurs déclarations, c'est-à-dire en les mettant en rapport avec les circonstances extérieures du fait, qui les confirment ou les infirment. « Un jurisconsulte éminent, Glaser, l'inspirateur du Code autrichien de 1873, a très heureusement formulé cette idée, en disant que les preuves judiciaires et leur estimation doivent se trouver dans l'affaire elle-même et non pas dans les faits extérieurs qui y sont étrangers. » (1).

(1) R. Garraud, *op. cit.*

CHAPITRE IV

Des moyens de recherches

La constatation du point de fait, — la mort violente — est ressortie de l'expertise. Par le transport sur les lieux et par les dépositions des témoins, la culpabilité a été démontrée. Notre enquête en est là et, pour continuer l'examen des questions que nous nous sommes proposé d'étudier, nous supposerons le prévenu en fuite. Quels moyens d'investigations sont mis à la disposition de la justice, et à quelles difficultés va-t-elle se heurter dans la recherche du criminel ?

§ 1. — *Des réformes nationales*

Dans notre introduction, nous avons établi que le nombre des affaires classées chaque année par les Parquets suivait une progression constante, et nous ajoutons que celle-ci devait être regardée comme dangereuse seulement dans le cas où elle décelerait de mauvaises pratiques d'investigation ou des moyens de recherches insuffisants. Or, l'examen des

éléments statistiques fournis par la Chancellerie est fait pour inquiéter les honnêtes gens et fortifier l'audace des autres. En 1835, un malfaiteur avait à peine une chance sur sept de ne pas être condamné. Il a de nos jours plus d'une chance sur deux de se soustraire à tout châtiment. Et c'est ici l'observation la plus triste que nous ayons à rappeler : le nombre absolu et la proportion des crimes demeurés impunis, *parce qu'on ne peut en découvrir les auteurs*, augmentent continuellement l'un et l'autre. Certes, la poursuite des criminels est devenue plus difficile depuis que les chemins de fer, les bicyclettes, les automobiles, le télégraphe et le téléphone ont donné aux coupables des facilités nouvelles pour tromper la vigilance des agents de l'autorité. La raison véritable de ces nombreux « classements » ne saurait être là cependant. La comparaison est trop simple entre les conditions plus ou moins favorables dans lesquelles se meuvent d'un côté l'assassin qui se cache, de l'autre la justice qui le cherche. Ce dont l'un profite, l'autre ne pourrait-elle en profiter, elle aussi ? On ne voit pas que les nouveaux moyens de communication puissent servir à celui-ci et non pas à celle-là. Le chemin de fer serait-il toléré au seul meurtrier et refusé à l'agent du pouvoir ? La science a-t-elle donné plus de facilité aux malfaiteurs qu'aux honnêtes gens ? Il serait malaisé de le prouver. La criminalité a plus de ressources, mais l'art

de la réprimer en a aussi davantage. Si bien qu'à armes égales la supériorité ne devrait pas se dessiner si fortement d'un côté. Certains auteurs vont même plus loin. M. Garçon, dans le discours qu'il prononçait le 7 juin 1906 comme président du Congrès national de droit pénal, disait : « Tout compte fait, les armes défensives que la science a mises à la disposition de la répression sont plus puissantes que les armes offensives qu'elle offre au malfaiteur ». Cette remarque est évidemment justifiée : la science, ici encore, ne peut être incriminée. Une autre conclusion s'impose : en face des dangers, qui se transforment et qui augmentent, l'Etat a-t-il su renouveler sa tactique et défendre ses citoyens par des moyens appropriés à la situation ? — Telle est, pour nous, la véritable question qui se pose. Selon la réponse apportée, il faut ou renoncer à l'espoir d'une sécurité, plus grande ou au contraire, estimer prochaine la fin d'une période trop facile aux criminels ?

La police parisienne, notamment, avec les différentes brigades de la sûreté criminelle, est un corps admirablement organisé, digne de louanges à tous égards et qui doit être regardé comme exemplaire. Aussi, ses efforts, constants et méthodiques, sont-ils couronnés de succès.

La police provinciale ne peut, hélas ! avoir droit à la même admiration. Ce n'est point que ses agents ne soient disposés à bien faire. Mais l'institution de

leurs cadres remonte à plus d'un siècle et, depuis lors, aucune mesure n'a été prise pour les moderniser. Le commissaire de police, dans les villes où il exerce, a trois chefs : le préfet, le procureur de la République et le maire. Trois influences se disputent. Ses besoins sont multiples et de tout ordre. Il ne peut se consacrer exclusivement à ses fonctions judiciaires ; ses moyens d'action, de surveillance et de recherches sont notoirement insuffisants. Et trop souvent, malgré son activité et son bon vouloir, il ne peut prêter à la justice qu'un concours illusoire.

Une réforme complète de la police s'impose, et nous croyons que la base de cette réorganisation devra être la substitution d'une police d'État à la police municipale. Un pas énorme a été fait dans cette voie, l'an dernier, par le gouvernement. Douze brigades volantes ont été créées et réparties sur le territoire français. Commandées chacune par un commissaire divisionnaire, elles sont placées sous le contrôle actif du directeur de la Sûreté Générale (1). Leur rôle, tout judiciaire, sans préoccupation politique aucune, comme l'ont affirmé le Président du Conseil et le

(1) La Sûreté Générale — direction du service des recherches judiciaires — fait paraître un bulletin hebdomadaire, envoyé gratuitement aux procureurs, juges d'instruction, commissaires de police, directeurs des maisons centrales et gardiens-chefs des maisons d'arrêt. Ce bulletin contient le signalement et la photographie des individus recherchés.

Garde des Sceaux dans leurs circulaires du mois de mai 1908, est de donner aux agents une mobilité plus grande, plus conforme aux exigences des recherches modernes. Les résultats brillants auxquels ces brigades sont déjà arrivées permettent d'augurer des succès nombreux et sérieux.

Cette réforme devrait être complétée par d'autres mesures, au premier rang desquelles nous citerons la refonte du service de la gendarmerie. Tout a été dit sur ces auxiliaires infiniment précieux de la justice, qui, pour un traitement de misère, font un service des plus pénibles. Tous, et M. Henry Chéron particulièrement à la tribune de la Chambre des députés en décembre 1907, se sont plu à rappeler le rôle délicat et souvent périlleux des gendarmes. Malheureusement ceux-ci, malgré que cela paraîtrait devoir être leur unique fonction, ne peuvent guère consacrer que de courtes heures à la recherche des crimes et des délits. Un travail de bureau d'abord, beaucoup trop chargé, leur est imposé. Et surtout, ils sont soumis à des exercices militaires trop nombreux ou employés trop fréquemment par l'administration de la guerre. Ce sont là des défauts qu'il serait facile de rendre moins sensibles. Sans négliger le côté militaire de leur carrière, il conviendrait peut-être de le laisser moins dominer : bien des inspections et des revues pourraient être supprimées.

Après la réforme de 1907, celles-ci nous paraîs-

sent donc les plus urgentes : réorganisation complète de la police et modifications nécessaires à apporter dans le service de la gendarmerie. Et alors la justice et la police, dans leur rôle de défense sociale, pourraient avec plus de succès rechercher et arrêter les criminels. Sera-t-il nécessaire d'enseigner à l'une et à l'autre de nouvelles méthodes ? Evidemment, l'organisation d'une police scientifique serait souhaitable (1). Tous les perfectionnements qui seront de nature à apporter aux agents du pouvoir des moyens plus sûrs de recherches seront accueillis avec joie par le public. Nous avons, du reste, un excellent exemple en Suisse et en Italie. Pourquoi ne pas le suivre ?

Lombroso paraît avoir le premier conçu la police scientifique ; après lui, Alongi, Aufosso et Rossi en

(1) *Archives de l'anthropologie criminelle* :

1903, pp. 798 à 807. *La police scientifique en Italie*.

1906, pp. 444-449. *Sur la police scientifique*.

1906, décembre. Reiss. *Les méthodes scientifiques dans les enquêtes*.

1905, Locard. *La police scientifique en Italie*.

1907, 15 mai. Ottolenghi. *La police scientifique en Italie*.

Bercher. *La police scientifique au xx^e siècle*. Lyon, 1906.

Alfredo Niceforo. *La police et l'enquête judiciaire scientifiques*. Paris, 1907.

Thiénard. *L'assassinat, considéré au point de vue de l'information dont ce crime peut être l'objet et des éléments de toute nature qui peuvent servir à la recherche de son auteur et à la preuve de sa culpabilité*. Paris, 1892.

parlèrent. Mais l'idée n'avait pas encore reçu une application pratique. En 1896, le professeur Salvatore Ottolenghi lançait un programme qu'il devait enseigner à l'Université de Rome dès l'année suivante. M. Ottolenghi quittait bientôt, du reste, la chaire universitaire et se mettait résolument à la disposition de l'administration publique. Et, en 1902, avec le concours du ministre de la Justice, Giolitti, et du Directeur général de la Sûreté publique, il instituait une école de police scientifique. Ses cours sont obligatoires pour les élèves fonctionnaires de l'administration de la Sûreté. C'est l'unique école complète de police scientifique actuellement existante et qui fonctionne, telle une clinique criminelle. Son but fut d'abord l'étude des moyens d'investigation judiciaire. C'est encore à cette conception que s'attachent MM. Locard et Bercher, et nous croyons que cette tâche est suffisante. M. Ottolenghi, suivi par M. Reiss, professeur de police scientifique à Lausanne, et par M. Alfredo Niceforo, va plus loin. Pour eux, la police scientifique doit avoir également pour but la connaissance de l'homme criminel, « l'étude sur le vif du monde des malfaiteurs ».

Après avoir indiqué les réformes, dont la réalisation nous apparaît comme devant être imminente, nous croyons pouvoir émettre les vœux suivants :

1^o Création pour les futurs magistrats d'une sys-

tématisation des connaissances pratiques indispensables pour instruire et juger ;

2° Création d'une chaire de psychologie judiciaire expérimentale ;

3° Organisation de cours de police scientifique pour l'enseignement et la pratique de procédés de constatation, de recherches et d'identification.

Les deux premières réformes sont en partie réalisées aujourd'hui, depuis qu'un arrêté ministériel du 3 juillet 1905 a créé à la Faculté de Droit de Paris le certificat de science pénale. Il conviendrait seulement de rendre son obtention obligatoire pour tous les futurs magistrats.

La mise en pratique du troisième souhait, que nous avons formulé, serait facile à Paris, où la Préfecture de Police possède tous les éléments nécessaires. Les cours de police scientifique devraient également être suivis par les candidats à un poste dans la magistrature. Et cette obligation serait d'autant moins pénible qu'il existe, à Paris, au palais de Justice, sous la direction d'un avocat général, un enseignement auquel prennent part les attachés à la Chancellerie, au Parquet de la Cour d'appel et au Parquet de la Seine. Ces derniers ont visité cette année les principaux services administratifs de la Préfecture ; ils suivraient avec fruit des cours de police scientifique.

§ 2. — *Une réforme internationale*

Nous avons supposé jusqu'à présent que les recherches en vue de découvrir le criminel étaient effectuées sur le territoire français. Une autre difficulté doit maintenant être envisagée. La quotidienne extension du crime international est un fait qui domine aujourd'hui les études criminologiques. « L'existence de bandes peu nombreuses, mais savamment organisées, possédant une mise de fond qu'envierait une maison de commerce, au courant des plus récentes découvertes de la science et de l'industrie, polyglottes au point d'être partout chez elles, habiles à se déplacer et à dépister toute filature, ayant des ramifications, des recéleurs, des indicateurs et des complices dans tous les milieux et dans tous les mondes, est un danger social de premier ordre, qui exige pour le combattre une police adaptée à ces conditions nouvelles de lutte. Or, la première condition à remplir pour arriver à une répression efficace est de pouvoir affirmer l'identité des individus dont se composent ces associations... Au crime international, le plus dangereux et le plus constamment impuni, il faut opposer la police internationale. » (1).

(1) Edmond Locard. « Les services actuels d'identification et la fiche internationale. » — Article paru dans les *Archives de l'anthropologie criminelle*, année 1906, pp. 145 et suiv.

Il faut d'abord obtenir que tous les pays aient une méthode unique d'identification, tout agent sans autre préparation que son instruction professionnelle devrait pouvoir user de la fiche étrangère qui lui est transmise, du signalement qui lui est envoyé.

Les méthodes d'identification actuelles sont d'une perfection absolue et d'une rigueur mathématique, et le problème de leur unification relève moins de la difficulté d'avoir un procédé très sûr que de choisir entre des procédés également excellents. Avec les systèmes utilisés (anthropométrie, photographie, portrait parlé, colorimétrie des iris, description des tatouages et des cicatrices, dactyloscopie), les fiches des divers États se ramènent à trois grandes classes :

a) *Fiches bertillonniennes*. — S'en servent : la France, la Belgique, la Suisse, la Russie, la Roumanie et le Mexique.

b) *Fiches dactyloscopiques Galton-Henry, Windt-Kodicek*. — Les utilisent : l'Angleterre, les Indes, les colonies anglaises, l'Allemagne, l'Autriche, l'Égypte et le Portugal.

c) *Fiches dactyloscopiques Vucetich*. — Elles se rencontrent en Italie et dans l'Amérique du Sud.

Toutes ces fiches présentent certains caractères communs, comme il sera facile de s'en rendre compte par le tableau que nous reproduisons ci-contre.

TABLEAU COMPARATIF DES FICHES ACTUELLES

Le signe + marque la présence, le signe » l'absence d'indication sur la fiche

ÉTATS	DIMENSION DE LA FICHE	ANTHRO- POMÉTRIE	PHOTO- GRAPHIE	PORTRAIT PARLÉ	TATOUAGES ET CICATRICES	COULEUR DE L'IRIS	DACTYLOSCOPIE		MODE DE CLASSEMENT
							Empreintes	Formules	
FRANCE { I. alphabétique... II. anthropométr... BELGIQUE.....	155×145 145×145 145×145	+ + +	+ (1) + (1) +	+ » »	+ » +	+ + +	10 roulés id., 8 contrôlés 10 roulés	» » Bertillon	Ordre alphabétique Anthropométrie Anthropométrie
SUISSE { I. alphabétique... II. anthropométr... ROUMANIE { I. alphabét... II. anthropom... RUSSIE.....	160×140 150×140 145×145 145×145 160×135	+ + + + +	» + » + + (2)	+ incomplet » » +	+ + + + +	+ + + + +	» 6 posés » 4 posés »	» » » » »	Ordre alphabétique Anthropométrie Ordre alphabétique Anthropométrie Anthropométrie
MEXIQUE..... ESPAGNE { I. photogr... II. dactyl... ITALIE { I. Rome... II. Turin... INDES.....	140×145 145×145 160×140 145×280 190×310 330×210	+ + + + » »	+ + » + + »	+ + + signalément signalément »	+ + + + + »	+ + + + + »	» » » 10 roulés » 10 roulés 6 contrôlés	» » » » » »	Ordre alphabétique Anthropométrie Dactyloscopie Vucetich Ordre alphabétique Dactyloscopie Galton-Henry
ANGLETERRE..... AUTRICHE { I. anthropom... II. dactyl... ALLEMAGNE { I. anthrop... II. dactyl... PORTUGAL { I. anthropom... II. dactyl... ARGENTINE. — BRESIL. — URUGUAY. — CHILI.....	330×210 145×140 330×210 160×145 330×210 160×165 175×220 95×160	» + + + » + » »	» + + » + + » »	» + + signalément incomplet » signalément	» + + + » + + +	» + + + » + + »	10 roulés 8 contrôlés 10 roulés 4 roulés 10 roul., 8 cont. 6 posés 10 roul., 8 cont. 10 roul., 8 cont.	Galton-Henry Galton-Henry » » Windt-Kodicek Windt-Kodicek Galton-Henry Galton-Henry Vucetich	Dactyloscopie Galton-Henry Dactyloscopie Galton-Henry Anthropométrie Dactyloscopie Windt-Kodicek Anthropométrie Dactyloscopie Windt-Kodicek Anthropométrie Dactyloscopie Galton-Henry Dactyloscopie Vucetich

Note 1. — Seulement sur les fiches parisiennes. — Note 2. — Parfois à la place des tatouages et cicatrices.

La fiche bertillonienne a toutes nos préférences. Nous reconnaissons volontiers cependant que, pour une organisation de nature mondiale, il vaut mieux peut-être recourir à une méthode plus simple. En posant le problème à résoudre, nous n'entendons point ici donner une solution certaine, mais plutôt susciter un travail, qui nécessite des connaissances particulières. Nous citerons, à titre d'exemple, la conclusion à laquelle M. Locard est arrivé : « Il semble que la fiche internationale pourrait comporter uniquement une carte, dont le recto serait muni des empreintes roulées des dix doigts avec la formule Vucetich servant au classement, et dont le verso serait réservé au portrait parlé avec une case pour les nom, prénoms, délits et condamnations et la provenance de la fiche. Une case du recto servirait à indiquer brièvement quelques tatouages ou marques particulières. » Nous reproduisons la fiche dont le modèle est proposé par l'auteur de ces lignes.

Nom	prénoms	né à	le	Domicile connu		
Condamnations						
FRONT arcades inclinaison hauteur largeur particularités		NEZ racine (profondeur) dos base hauteur saillie largeur particularités		LEVRES hauteur labiale proéminence bordure épaisseur particularités	MENTON BOUCHE dimension particularités inclinaison hauteur particularités	CONTOUR DE PROFIL fronto-nasal naso-buccal hauteur crânienne malformations
OREILLE DROITE Bord. Lon. A. Tragus: Pl.		origine supérieure contour adhérence profil inclinaison inférieur		postérieure modélé renversement forme	ouverture hauteur volume écartement	particularités particularités particularités conque et particularités
SOURCILS emplacement direction forme dimensions particularités nuance		CONTOUR DE FACE GLOBES PAUPIÈRES horizontale verticale modélé supérieur particularités saillie particularités		orbites interoculaire frontales sourcillières diverses expression	ÉTAT GRAISSEUX CORPULENCE cou, particularités carrière, inclinaison, largeur ceinture attitude, allure, langage...	
Empreintes simultanées et non roulées des doigts.						
MAIN GAUCHE		MAIN DROITE				

Projet de fiche internationale (verso).

SÉRIE			SECTION.	
— Empreintes successives et roulées des doigts —				
pouce droit	index droit	médus droit	annulaire droit	auriculaire droit
pouce gauche	index gauche	médus gauche	annulaire gauche	auriculaire gauche
Signes particuliers. —				
dans les cases supérieures, formules dactyloscopiques Vucetich. dans la case inférieure, description des tatouages, cicatrices ou déformations.				

Projet de fiche internationale (recto).

CONCLUSION

Parmi les difficultés soulevées par la preuve de l'homicide, nous avons examiné celles qui nous ont paru les plus graves et les plus dignes de retenir notre attention. Nous ne nous dissimulons pas que notre ouvrage pourra être considéré comme n'étant point entièrement achevé. Il aurait été peut-être utile, par exemple, de suivre l'accusation jusqu'à l'audience de la cour d'assises, ou de la montrer se formulant seulement longtemps après la mort de la victime : en ces deux hypothèses particulièrement, bien des difficultés se posent encore dont la solution implique une étude nouvelle et minutieuse. Nous avons cru cependant pouvoir borner notre travail en nous tenant sur le terrain médico-légal et en nous plaçant uniquement au point de vue de l'instruction. Nous estimons, en effet, que cette double tâche nous a permis suffisamment de dévoiler les obscurités qui rendent si pénible et si laborieux l'échafaudage de la preuve en matière de meurtre ou d'assassinat. Notre but a été moins de montrer comment les difficultés

de l'homicide peuvent être résolues à l'aide de méthodes scientifiques que de révéler ces difficultés elles-mêmes. Nous sera-t-il seulement permis de souhaiter que leur mise en lumière soit de nature à rendre les experts et les magistrats toujours plus prudents, et le public moins prompt à la critique, si ceux-ci se trompent ou échouent dans leur mission ?

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu :
Le président de la thèse,
LE POITTEVIN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Abadie* (G.). — Guide pratique des magistrats en transport criminel. Paris, 1894.
- Balthazard* (V.). — Précis de médecine légale. Paris, 1906.
- Beutham*. — Traité des preuves judiciaires. (trad. par E. Dumont), 1823.
- Binet* (Alfred). — La suggestibilité. Paris, 1900.
- Bonnier*. — Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel. (5^e éd. revue par Fernand Larnaude), 1887.
- Brouardel*. — La pendaison, la strangulation, la suffocation et la submersion. Paris, 1897.
- La mort et la mort subite. Paris, 1895.
- Briand et Chaudé*. — Manuel complet de médecine légale. Paris, 1879.
- Binet* (Charles). — Histoire de l'examen médico-judiciaire des cadavres en France.
- Bercher* (J.). — La police scientifique au xx^e siècle. Lyon, 1906.
- Chauveau et Faustin-Hélie*. — Théorie du Code pénal.

- Coutagne* (D^r Henry). — Manuel des expertises médicales en matière criminelle.
- Corre*. — Crime et suicide. Paris, 1891.
- Chauminand*. — Etude de la statistique criminelle de la France au point de vue médico-légal, Lyon, 1881.
- Durkheim*. — Le suicide. Paris, 1897.
- Desquiron* (A.-T.). — De la preuve par témoins en matière criminelle.
- Desmaze* (Ch.). — Histoire de la médecine légale en France Paris, 1880.
- Esmein*. — Histoire de la procédure criminelle en France.
- Ferri* (Henri). — Sociologie criminelle. Paris, 1893.
- Fouquier* (A.). — Causes célèbres.
- Fourquet* (Emile). — Les faux témoins.
- Ferri* (Henri). — Atlante antropologico statistico dell'omicidio. Turin, 1895.
- Gross* (Hanns). — Manuel pratique d'instruction judiciaire à l'usage des procureurs, des juges d'instruction, etc. (traduction Bourcart et Wintzweiller). Paris, 1899.
- Garraud* (R.). — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale. Paris, 1907.
- Faustin-Hélie*. — Traité de l'instruction criminelle, 2^e éd., 1866.
- Joly*. — Le crime. Paris, 1888.
- Laborde*. — Cours de droit criminel. Ed., 1898.
- Labruyère*. — La justice criminelle et les sciences médicales.
- Lacassagne*. — Précis de médecine légale. Paris, 1906.

Lailler et Vonoven. — Les erreurs judiciaires et leurs causes. Paris, 1897.

Lefèvre. — Les phénomènes de suggestion et d'auto-suggestion. Paris, 1903.

Leniez. — Etude médico-légale des lésions du cou au point de vue du diagnostic différentiel entre l'homicide et le suicide. Lyon, 1894.

Mittermaier. — De la preuve en matière criminelle. Paris, 1848.

Masson. — Essai sur l'histoire et le développement de la médecine légale.

Motet (Dr). — Les faux témoignages des enfants devant la justice. Paris, 1887.

Niceforo (Alfredo). — La police et l'enquête judiciaire scientifiques. Paris, 1907.

Nourrisson (Paul). — L'association contre le crime. Paris, 1901.

Rome (Fernand). — Petit manuel du Parquet, en matière de décisions urgentes. Paris, 1907.

Tarde. — La philosophie pénale, 4^e éd., Paris, 1905.

Tardieu. — Etude médico-légale sur la pendaison, la strangulation et la suffocation, 2^e éd. Paris, 1879.

Toulouse. — Vaschide et Piéron. Technique de psychologie expérimentale. Paris, 1904.

Tourdes et Metzquer. — Traité de médecine légale, 1896.

Thiénard. — L'assassinat. Paris, 1892.

Revues

Archives de l'anthropologie criminelle.

Année psychologique (publiée par Alfred Binet).

Archives de psychologie.

Archives des sciences physiques et naturelles.

Archiv für Criminal anthropologie (revue de Hanns Gross).

Beiträge sur psychologie der aussage (revue de Stern).

Bulletin de la Société de médecine légale en France.

Bulletin de la Société générale des prisons.

France judiciaire.

Revue pénale suisse.

Revue scientifique.

Revue de l'hypnotisme.

Thèses

David (André). — Du témoignage devant la justice répressive. Paris, 1902.

Dehesdin (André). — De l'expertise en matière criminelle. Paris, 1901.

Genesteix. — De l'expertise criminelle en France. Paris, 1900.

Gisbert (H.). — Des moyens de preuve devant les juridictions répressives. Paris, 1893.

Lefebvre (Paul). — Des actes de l'instruction préparatoire. Paris, 1899.

Meslier (Léon). — Des expertises en matière criminelle. Paris, 1901.

Péan (Gaston). — L'erreur judiciaire. Paris, 1895.

TABLE DES MATIÈRES

Des difficultés de preuve en matière d'homicide

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Comment se révèlent les difficultés de la preuve de l'homicide. — La recrudescence de la criminalité.....	7

DEUXIÈME PARTIE

Les difficultés d'ordre médico-légal

CHAPITRE I. — L'évolution scientifique de la preuve...	13
CHAPITRE II. — Les étapes de la médecine légale. — Experts et expertises.....	17
CHAPITRE III. — Quelques réformes utiles en matière d'expertises médico-légales.....	24
CHAPITRE IV. — Nécessité de faire pratiquer l'autopsie en cas de mort suspecte.....	28
CHAPITRE V. — La pendaison.....	32
Hériot.	8

CHAPITRE VI. — La strangulation.....	42
CHAPITRE VII. — La suffocation et la submersion.....	49
CHAPITRE VIII. — Mort par blessures faites à l'aide d'un instrument tranchant ou contondant et par armes à feu.....	54

TROISIÈME PARTIE

Les difficultés d'ordre judiciaire

CHAPITRE I. — Leur origine commune : les difficultés de la preuve pénale en elle-même.....	61
CHAPITRE II. — Expérience personnelle et descente sur les lieux.....	65
CHAPITRE III. — Les témoignages. — L'opinion publi- que.....	72
CHAPITRE IV. — Des moyens de recherches.....	89
§ 1. — Des réformes nationales.....	89
§ 2. — Une réforme internationale.....	97
CONCLUSION.....	103

